

Lundi 20 août 2023



Sommet des Brics : Le ministre des Finances représentera le président Tebboune



Le ministre des Finances, Laaziz Faïd sera le représentant personnel du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, au Sommet des Brics, qui aura lieu du 22 au 24 août courant à Johannesburg (Afrique du Sud).

Ce Sommet revêt une importance particulière, puisque les dirigeants des cinq pays membres (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) trancheront la question de l'élargissement du bloc à d'autres adhérents.

Vingt-trois pays, dont l'Algérie, ont formulé officiellement la demande pour l'intégrer.

Le ministre des Finances représentera le président Tebboune lors du sommet des BRICS

Par Larbi M'hamed Sidali On Août 20, 2023



Le ministre des Finances, Laaziz Faïd sera le représentant personnel du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, au Sommet des Brics, qui aura lieu du 22 au 24 août courant à Johannesburg (Afrique du Sud).

Ce Sommet revêt une importance particulière, puisque les dirigeants des cinq pays membres (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) trancheront la question de l'élargissement du bloc à d'autres adhérents. Vingt-trois pays, dont l'Algérie, ont formulé officiellement la demande pour l'intégrer.

Le ministre des Finances représentera Tebboune au sommet des BRICS
C'est le ministre des Finances, Laaziz Faïd, qui représentera le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, au sommet des BRICS.



Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a déclaré, aujourd’hui, dimanche 20 août 2023, lors de la cérémonie de lancement par Air Algérie de la ligne aérienne Alger – Johannesburg, qu’il est le représentant personnel du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, au sommet des BRICS.

Le rendez-vous se tiendra, a rappelé le ministre, du 21 au 24 août 2023, en Afrique du Sud et verra la participation, en plus des responsables des cinq états membres, de chefs, d’états, Premiers ministres et ministres de plus d’une soixantaine d’états, d’Afrique, d’Amérique latine, d’Asie et des caraïbes.

Il est utile de rappeler que l’Algérie a officiellement demandé d’adhérer à ce groupe constitué, pour l’heure, du Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud.

Lors du prochain sommet, les cinq membres devront discuter, entre autres, des critères d'adhésion.

En marge de sa visite en Chine, effectuée du 19 au 21 juillet dernier, le Président de la République a affirmé à la chaîne de télévision chinoise CCTV que « l'Algérie avait demandé officiellement à rejoindre la Nouvelle Banque de développement des BRICS, avec une première contribution à hauteur de 1,5 milliard de dollars ».

Lors d'une entrevue avec des représentants de médias nationaux diffusée le 5 août dernier, Abdelmadjid Tebboune, a évoqué le statut d' « observateur », comme première phase.



AAPI: vers le lancement d'une "Bourse de partenariat" pour faciliter les contacts entre les investisseurs

ALGER - L'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) s'apprête à lancer la "Bourse de partenariat" via sa plateforme numérique pour faciliter les contacts entre les investisseurs algériens et étrangers et leur permettre de réaliser des projets conjoints, a annoncé le directeur général (DG) de l'Agence, Omar Rekkache.

Ce projet "ambitieux" se veut un mécanisme permettant aux investisseurs locaux et étrangers de manifester leur intérêt pour des projets de partenariat, a déclaré à l'APS M. Rekkache, précisant que l'Agence sera le trait d'union entre les deux parties pour faciliter la concrétisation des projets convenus.

Cette Bourse aura pour effet de "créer une dynamique" dans le domaine de l'investissement, car elle facilitera les contacts entre les investisseurs, selon le même responsable, qui a affirmé que l'Agence fera la promotion des expériences d'investissement concluantes dans le cadre de la "Bourse de partenariat".

Concernant la date du lancement de ce service, le DG de l'AAPI a fait savoir que ça interviendra après la promulgation de la loi fixant les conditions et modalités d'octroi du foncier économique relevant du domaine privé de l'Etat et destiné à la réalisation de projets d'investissement.

Et d'ajouter que les efforts de développement de la plateforme numérique se poursuivaient pour inclure tous les services liés à l'investissement.

Outre le lancement de la "Bourse de partenariat", un service permettant de consulter les offres de foncier économique et de soumettre des demandes via la plateforme de l'Agence sera également ouvert, après la promulgation de la loi sur le foncier économique.

Grâce aux améliorations qui seront apportées à la plateforme numérique et à l'échange d'informations avec les services des Douanes et de la Direction générale des impôts (DGI), "l'AAPI pourra à l'avenir identifier, en temps réel, les projets qui commencent à bénéficier des avantages, ainsi que leur taux d'avancement et le nombre réel d'emplois créés", selon le responsable.

Par ailleurs, M. Rekkache a rappelé que le protocole signé entre l'AAPI et la DGI, juin dernier, avait facilité l'échange d'informations entre les deux parties au titre du contrôle des avantages fiscaux, ajoutant que "les contacts sont en cours avec les services douaniers en vue d'activer l'interopérabilité des systèmes d'information, de même pour le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale".

Par ailleurs, M. Rekkache a mis en avant le rôle de la diplomatie économique, qui a drainé beaucoup d'investissements étrangers en Algérie.

"Les ambassades algériennes ont multiplié les démarches en vue de faire connaître les opportunités d'investissement en Algérie ainsi que les avantages offerts par le nouveau Code de l'investissement", a-t-il soutenu.

Saluant le rôle des Algériens de la diaspora en faveur de l'investissement en Algérie, notamment en établissant des projets de partenariat avec des étrangers ou en proposant des investisseurs étrangers à l'Agence, M. Rekkache a fait savoir que la moyenne des projets d'investissement enregistrés auprès de l'Agence devrait atteindre 1000 projets/mois après la promulgation de la loi relative au foncier économique, contre 350 projets actuellement.

"Plusieurs grandes compagnies ont manifesté leur intérêt pour l'investissement en Algérie et attendent l'entrée en vigueur de la loi relative au foncier économique", a-t-il dit.

Entre novembre 2022 (lancement de l'activité de l'AAP) et le 31 juillet 2023, le nombre de projets enregistrés au niveau des guichets uniques décentralisés et du guichet unique des grands projets et des investissements étrangers a atteint un total de 3.120 projets, d'une valeur dépassant les 1.731 milliards de dinars. Quelque 10.000 projets devraient être enregistrés d'ici début 2024 à la faveur de la loi relative au foncier économique.

Le bilan fait état de 3.054 projets (97,8%) d'investisseurs locaux, pour une valeur de 896 milliards de dinars, qui devraient créer plus de 70.000 emplois.

Parmi ces projets locaux, il y a 17 investissements dans des "mégaprojets", selon le même bilan.

L'Agence a enregistré 66 autres projets, dont 41 projets au titre du partenariat local-étranger et 25 projets étrangers directs, pour une valeur globale de plus de 834 milliards de dinars, devant générer près de 9.000 emplois.

La Turquie (25 projets) et la Chine (11 projets) arrivent en tête en termes d'investissements étrangers enregistrés issus des cinq continents.

Près de 100 sociétés étrangères ont également manifesté à l'Agence leur volonté d'investir en Algérie, dont de grandes sociétés internationales, a-t-il fait savoir.

Pour ce qui est des secteurs les plus attractifs, le secteur de l'Industrie vient en tête avec 1.595 projets, soit 51% du volume global des projets enregistrés auprès de l'Agence, pour une valeur de plus de 1.330 milliards de dinars, devant générer près de 50.000 emplois.

Le secteur du Bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique vient en deuxième position avec un total de 462 projets, suivi des secteurs des Transports (455 projets), de l'Agriculture (198 projets), des Services (192 projets), du Tourisme (124) et de la Santé (94 projets).

Quant à la répartition des projets enregistrés, à travers les différentes régions, il a cité 1612 projets enregistrés dans le nord, devant créer plus de 48.000 postes emplois, 927 projets dans la région des Hauts Plateaux, devant générer plus de 22.500 emplois et 581 projets dans le sud, devant créer près de 9.000 emplois.

Par ailleurs, 600 projets d'investissement ont bénéficié d'une prolongation exceptionnelle des délais de bénéfice des avantages au titre de la phase de réalisation, dans le cadre d'une approche exigeant de l'investisseur de justifier le retard accusé dans la concrétisation du projet, avant une visite sur le terrain de la commission spécialisée pour constater l'état d'avancement du projet, a fait savoir M. Rekkache.

Cette approche, où l'investisseur s'engage à achever son projet dans la limite de la période de prolongation accordée, a permis de concrétiser plusieurs projets, a dit le DG de l'AAPI.



Banque d'Algérie: cotations hebdomadaires des billets de banque et chèques de voyage

ALGER, 20 août 2023 (APS) - Voici les cotations hebdomadaires des billets de banque et des chèques de voyage, valables du 20 au 26 août 2023, communiquées par la Banque d'Algérie.

Billets de banque	Achat	Vente
1 USD	134,15	142,34
1 EUR	145,90	154,87
1 GBP	170,79	181,25

100 JPY	91,68	97,29
1 CHF	152,45	161,82
1 CAD	99,18	105,27
1 DKK	19,58	20,78
1 SEK	12,28	13,04
1 NOK	12,66	13,43
1 AED	36,52	38,75
1 SAR	35,77	37,96
1 KWD	435,42	462,44

Chèques de voyage	Achat	Vente
-------------------	-------	-------

1 USD	135,51	142,34
1 EUR	147,39	154,87
1 GBP	172,52	181,25
100 JPY	92,61	97,29
1 CHF	153,99	161,82
1 CAD	100,19	105,27
1 SEK	12,41	13,04.

Le Courrier
L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie



BRICS

IL SE DÉJUGE APRÈS AVOIR, BEL ET BIEN, DEMANDÉ À PARTICIPER AU SOMMET DES BRICS : Le Maroc joue et perd la partie

Habitué à verser dans le mensonge, le Maroc franchit une nouvelle étape dans la confection du rideau de fumée pour dissimuler ses échecs diplomatiques.

Pour cette fois, il s'en est pris à la République d'Afrique du Sud qu'il a accusé d'adopter une position inamicale et belliqueuse à son égard tout en tentant, au détour de la déclaration d'une source autorisée de son ministère des Affaires étrangères de nier la demande officielle qu'il avait formulée pour participer au prochain sommet BRICS-Afrique prévu du 22 au 24 août prochains à Johannesburg.

Il faut rappeler à la source autorisée du ministère des Affaires étrangères de sa majesté que le Maroc, au même titre que 23 autres pays dont l'Algérie, le Koweït, l'Égypte, la Bolivie et l'Argentine entre autres, a formulé une demande officielle d'adhésion au groupe des BRICS.

L'invitation qui lui a été adressée par le pays hôte, l'Afrique du sud ne traduit pas une volonté unilatérale de la diplomatie du pays organisateur, mais d'une décision étudiée lors des réunions préparatoires des Etats membres.

Il avait bien formulé une demande d'adhésion, mais ce n'était qu'une ruse de sa part car ni la liste des pays invités au sommet et encore moins l'ordre du jour qui consacre un point au soutien des pays en lutte pour leur indépendance ne conviennent à ses aspirations de pays colonial dont la place, naturel n'est pas bien sûr dans un bloc qui défend la légalité internationale, qui lutte pour un monde plus égalitaire et multipolaire et qui soutient les peuples palestinien et sahraoui en lutte pour leur indépendance.

L'invitation adressée au Maroc n'est pas une initiative unilatérale mais a été bel et bien discutée par les pays membres des BRICS, mais ce qui dérange Rabat est l'invitation adressée à la RASD et le soutien apporté par la République d'Afrique du Sud à ce pays aussi bien au niveau de l'Union africaine qu'au niveau des autres instances internationales.

Fidèle à sa stratégie de ruse et de roublardise, le Maroc avait bien tenté de faire admettre Israël en qualité d'observateur de l'Union africaine. Et c'est grâce à la mobilisation de l'Algérie et de l'Afrique du Sud et d'autres pays membres que son plan a échoué. A y voir de plus près, on ne s'empêchera pas de dire que la demande d'adhésion au groupe des BRICS formulée par le Maroc est une forme de ruse et un coup de bluff car son attitude est à mille lieues des principes fondateurs de cette organisation qui est anticolonialiste au premier degré et qui soutient les peuples en lutte pour leur indépendance à travers le monde.

L'autre élément prouvant la roublardise de la diplomatie marocaine sont les alliances contre nature qu'il a tissées et qu'il tisse avec des entités criminelles ou encore ses pratiques maffieuses qui ont discrédité les institutions européennes et ont mis le Makhzen et ses ouailles dans la case des criminels recherchés pour espionnage. Le Maroc a bel et bien demandé à participer au sommet Afrique-BRICS, mais il s'est ravisé par la suite sur injonction de ses parrains qui lui ont fait savoir que l'exercice de funambule politique auquel il voulait se livrer est périlleux. La source autorisée du ministère des Affaires étrangères du Maroc ne s'est pas empêchée de critiquer les positions de l'Afrique du Sud. Il a emprunté l'argumentaire utilisé dans ses attaques contre l'Algérie pour verser son fiel sur Johannesburg. Conscient qu'aussi bien l'Algérie que la République d'Afrique du Sud sont deux pays poids lourds, en Afrique, implantés dans les pôles sud et nord

du continent, il tente de faire diversion pour s'épargner un autre affront et un autre échec de sa diplomatie quand les questions de décolonisation en Afrique et dans le monde seront abordées, rien que ça.



La promotion de la voix des BRICS dans le monde soulignée à Johannesburg

BRICS ont souligné, samedi à Johannesburg, l'importance de cette rencontre annuelle qui constitue une plateforme pour la promotion de la voix des BRICS dans le monde, appelant à la création de multiples mécanismes médiatiques pour promouvoir la vision du groupe, le dialogue avec ses partenaires et l'échange culturel.

"Nous oeuvrons pour un modèle de dialogue ouvert et inclusif avec les différentes civilisations, et ce en harmonie avec les valeurs du fondement du Groupe BRICS ayant pour objectif le développement d'un partenariat et d'une coopération basés sur le principe de solidarité et défendant les valeurs d'un monde multipolaire beaucoup plus juste", ont estimé des intervenants représentant l'agence chinoise de presse Chine nouvelle (Xinhua), organisatrice de ce forum, marqué par la participation de médias des pays de ce groupe, de dirigeants de médias et institutions publics de pays africains, dont l'Algérie représentée par l'Agence nationale d'information (Algérie Presse Service) et le quotidien le Jeune Indépendant.

Les médias des BRICS "ont un rôle majeur et une importante responsabilité" dans la promotion des valeurs du groupe et la transmission de sa véritable vision et ses objectifs et, par là même, la contribution dans l'instauration d'un discours multiple oeuvrant pour un monde équitable où tout le monde aura les mêmes chances d'émergence et les mêmes droits d'exprimer sa voix et faire entendre ses opinions.

Le groupe des BRICS "compte énormément sur la valeur ajoutée des médias pour la réalisation de ses objectifs et tisser des liens forts avec les partenaires à travers un dialogue continue sur les projets et les perspectives d'avenir.

" Au programme de ce forum de deux jours, figurent des panels de discussions regroupant des dirigeants et des professionnels des médias sur le rôle des médias sous un nouvel ordre mondial ainsi que les perspectives d'intensifier les échanges avec les médias africains.

Des thématiques liées à l'action des BRICS, comme le développement des activités énergétiques et les différents potentiels que recèle le continent africain, ont été évoquées par des représentants gouvernementaux et des leaders de groupes économiques, lors de cette rencontre organisée dans le cadre de la tenue du sommet des BRICS, qui se tiendra du 22 au 24 août dans la même ville sudafricaine.

DESTINÉS AUX PROFESSIONNELS ET AUX ENTREPRISES

La banque El Baraka recevra un lot de véhicules à la mi-septembre

La banque El Baraka d'Algérie recevra un premier lot de plus de 250 véhicules de marque Fiat, à partir de la mi-septembre. C'est ce qu'a annoncé, hier, Saïd Karim, divisionnaire commercial de Retail Banking et chargé de l'information auprès de la banque. Selon lui, cette première commande est destinée aux entreprises et professionnels. À propos du leasing véhicule, il souligne que la banque enregistre une forte demande de clients désirant acquérir de nouveaux véhicules, notamment ceux importés.

«Il convient de noter que tous les véhicules concernés par cette offre sont importés par le groupe Stellantis (Fiat El Djazaïr), avec qui nous avons passé une commande assez importante», indique-t-il. «Pour cette première commande, nous avons diversifié la gamme mais la plupart des véhicules sont utilitaires et destinés aux entreprises et aux professionnels. Nous avons également passé une commande relative aux véhicules touristiques, précisément la marque Tipo qui pourrait servir à renouveler le parc automobile de beaucoup d'entreprises», ajoute-t-il.

Il est prévu, après cette première commande, de procéder à d'autres opérations semblables à partir du mois de septembre, car la demande demeure très forte, enchaîne le responsable. Pour ce qui est de la demande des particuliers, la banque El Baraka attend le montage de véhicules prévu par Fiat El Djazaïr pour la fin de l'année en cours et se dit «prête à accompagner, dans ce sens, sa clientèle». Par ailleurs, notre interlocuteur fait savoir que la banque El Baraka a procédé à l'inauguration d'une nouvelle agence sise à Hydra. Son réseau



comporte désormais 33 agences à l'échelle nationale, dont 9 à Alger.

RENFORCER LE RÉSEAU COMMERCIAL

«L'objectif visé à travers l'ouverture de cette nouvelle agence est de renforcer le maillage de notre réseau commercial à travers la couverture d'une région qui n'était pas suffisamment couverte, à savoir Bir Mourad Rais, Hydra, Ben Aknoun et Dely Brahim», précise-t-il. Selon lui, cette région connaît une dense activité. La nouvelle agence cible, poursuit-il, trois

segments de marché, à savoir le corporate (les petites et moyennes entreprises et les grandes entreprises), le segment des professionnels ainsi que celui des particuliers, ajoute-t-il. Concernant les produits mis à disposition de la clientèle, Karim fait part d'une panoplie riche et diversifiée. «À commencer par la collecte de ressources, soit tous les produits d'épargne. Nous proposons également des produits de financement qu'il soit destiné au cycle d'investissement ou au cycle d'exploitation», dénombre-t-il.

Dans ce sillage, l'interlocuteur cite aussi une formule de financement destinée à répondre aux besoins de la corporation des professionnels, des artisans et des commerçants, outre le financement des particuliers, notamment les projets immobiliers et l'acquisition de véhicules montés localement. Pour ce qui est des services bancaires, l'interlocuteur mentionne les services liés à la banque multicanale. C'est-à-dire tous les services permettant au client d'effectuer un certain nombre d'opérations via les outils technologiques sans déplacement, tels que le e-banking, l'application mobile banking, le SMS banking. Le divisionnaire commercial fait savoir que la banque prévoit l'ouverture de nouvelles agences, notamment dans les nouvelles villes connaissant une densité démographique, citant Sidi Abdallah à l'ouest d'Alger et Ali Mendjeli à Constantine. Karim tient enfin à préciser que la nouvelle agence d'Hydra dispose d'un agrément lui permettant d'activer dans le commerce extérieur. «Il est important aux yeux des opérateurs économiques notamment ceux opérant dans l'import-export», conclut-il.

■ A. Mehdid

Prochaine réunion en Afrique du Sud le mardi 22 août 2023 : quels enjeux géostratégiques et économiques ?

Abderrahmane MEBTOUL, Professeur des universités, docteur d'Etat 1974 – Expert international – Expert-comptable de l'Institut supérieur de gestion de Lille France –

A compter du mardi 22 jusqu'au 24 août 2023, se tiendra une importante rencontre qui sera suivie par l'ensemble de la communauté internationale, la tenue du sommet des BRICS en Afrique du Sud qui assure la présidence tournante, qui selon son secrétariat environ 40 pays ont formulé leurs demandes soit comme observateur ou comme membre, le titre d'observateur, n'ayant aucun pouvoir de décision au niveau de cette organisation. Les adhésions devraient s'appuyer sur des critères économiques et sociaux objectifs avec un système de pondération, selon le PIB avec la structure des importations et exportations et les destinations par zones géographiques, le PIB par tête d'habitant, l'indice du développement humain du PNUD, les réserves de change et le niveau de l'endettement étant une condition nécessaire mais non suffisante, devant provenir du travail et non d'une rente (cas de la Chine) plus de 3133,15 milliards de dollars), pour preuve les USA ont des réserves de 37,77 milliards de dollars, (février 2023- source Wikipédia), un endettement approchant les 32.000 milliards de dollars, mais étant la première puissance économique du monde devant transformer cette richesse. Le G7, forum qui réunit Allemagne, Canada, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon] totalise un 43.706 milliards de dollars soit près de 44% du PIB mondial pour moins d'un milliard d'habitants. Aussi, pour le remplacement du dollar, il faut être réaliste, ce n'est pas pour demain, peut être en 2030 qui sera fonction du poids respectif des BRICS, des USA et de l'Europe, car entre 2021/2022, selon les données du FMI du 28 avril 2023, la part du dollar, dans les paiements mondiaux s'élève à environ à 38 %, l'euro faisant jeu égal avec le dollar et la part du dollar dans les réserves de changes mondiales est passée de 71 % en 1999, à 58 % en 2022, l'euro 20,5 %, le yen 5,5 %, la livre sterling 5 % et le yuan chinois 2,7 % (voir pour plus de détails sur le banque de développement des BRICS nos contributions au niveau international juillet/août 2023 – FinancialAfrik et AfricapresseParis). Je tiens vivement à remercier bon nombre d'experts internationaux à la fois étrangers et nationaux pour leur aide dans la collecte des données afin d'avoir une appréciation objective (Source classement du Pr A. Mebtoul synthèse à partir des données internationales)

1.-Le classement selon le produit intérieur brut PIB (source FMI/Banque mondiale)

Le produit intérieur brut aux prix du marché vise à mesurer la richesse créée par tous les agents, privés et publics, sur un territoire national pendant une période donnée. Agrégé clé de la comptabilité nationale, il représente le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes, mais devant éclater par branches pour une appréciation objective. Pour le PIB nous avons le classement suivant en 2022. Pour les pays du BRICS constitués de cinq Etats, nous avons : Chine 17.963,- l'Inde 3.385 - la Russie 2.240, milliards de dollars -le Brésil 1.920 milliards de dollars et l'Afrique du Sud 406 milliards de dollars, soit au total nous aurons 25.914 milliards de dollars pour 2022 soit près de 26% du PIB mondial pour une population approchant 3,2 mil-

liards d'habitants, la Chine représentant en 2022 69,32% du BRICS et près de 18% du PIB mondial. Pour les candidats soit comme observateur ou comme membre nous avons par ordre décroissant. - Mexique 1414 milliards de dollars 2.- Indonésie 1319 milliards de dollars 3.- l'Arabie Saoudite 1108 milliards de dollars, 4.-Turquie 906 milliards de dollars, 5.-Argentine 632 milliards de dollars, 6.-Emirats 508 milliards de dollars, 7.-Thaïlande 495 milliards de dollars 8.-Nigeria 477 milliards de dollars, 9.-Bangladesh 460 milliards de dollars, 10.-Vietnam 408 milliards de dollars, 11.-Malaisie 406 milliards de dollars, 12.-Egypte 404 milliards de dollars, 13.-Philippines 394 milliards de dollars, 14.-Iran 388 milliards de dollars, 15.-Pakistan 376 milliards de dollars -16.-Colombie 340 milliards de dollars -17.-Chili 301 milliards de dollars -18-Kazakhstan 193,6 milliards de dollars 19.-Algérie 191,91 milliards de dollars -20.-Koweït un PIB de 175 milliards de dollars - 21.-Maroc 134 milliards de dollars-22.-Ethiopie 127 milliards de dollars -23.-Venezuela 111 milliards de dollars- 24.-Ouzbékistan 80 milliards de dollars -25.-Azerbaïdjan 78 milliards de dollars - 26.-Biélorussie 73 milliards de dollars- 27.-Turkménistan 53 milliards de dollars - 28.-Tunisie 47 milliards de dollars pour une population 11 millions et un PIB par tête d'habitant de 3423 dollars -29.-Bahreïn 45 milliards de dollars- 30.-Bolivie 40 milliards de dollars -32.-Honduras 31,72 milliards de dollars -33.-Sénégal 27 milliards de dollars pour une population 17 millions et un PIB par tête d'habitant de 1474 dollars ; -34.-Cuba 25,3 milliards de dollars (données contradictoires pour ce pays selon différentes sources) - 35.-Zimbabwe 21 milliards de dollars ; 36.-Mozambique 17 milliards de dollars. L'ensemble de ces 36 pays représentent un PIB d'environ 11.800 milliards de dollars soit 11,8% du PIB mondial pour 2022, un total avec les actuels BRICS de plus de 37% du PIB mondial pour une population approchant les 50% de la population mondiale.

2.-Le ratio PIB par tête d'habitant (source Banque mondiale)

Le produit intérieur brut par tête d'habitant est un indicateur représentant la valeur du PIB divisé par la population. Il est beaucoup plus pertinent que le PIB global mais n'étant une moyenne ne permettant pas de rendre compte des inégalités revenu et de richesse par couches sociales. Le classement en référence au PIB change notablement selon les données tant du FMI que de la banque mondiale pour les années 2021/2022 Pour les cinq pays des BRICS nous avons un autre classement par ordre décroissant : - Brésil - pour une population de 246 millions et un PIB par tête d'habitant de 16594 dollars - Russie-une population de 146 millions et un PIB par tête d'habitant de 11387 dollars -Chine pour une population et un PIB par tête d'habitant de 9605 dollars-Afrique du Sud - pour une population de 66 millions et un PIB par tête d'habitant de 6377 dollars -Inde - pour une population de 1,38 milliard d'habitants en 2021 mais a dépassé la Chine pour 2023 avec 1,4286 milliard d'habitants et un PIB par tête d'habitant de 2036 dollars. Pour les 36 pays analysés postulant aux BRICS soit comme observateur ou membre nous avons par ordre décroissant : 1.-Emirats pour une population 10 millions et un PIB par tête d'habitant de 43537 dollars ; 2.-Le Koweït un PIB de 175 milliards de dollars pour une population de 4,25 millions et un PIB par tête d'habitant 36.401 dollars -3.-Kazakhstan pour une population de 19 millions et un PIB par tête d'habitant de 30502 dollars - 4.-Bahreïn pour une population 1,7 millions et un PIB par tête d'habitant de 25851 dollars ; - 5.- l'Arabie Saoudite pour une population de 35 millions et un PIB par tête d'habitant de 23566 dollars - 6.-Chili pour une population 19 millions et un PIB par tête d'habitant de 16379 dollars - 7.-Argentine pour une population 45 millions et un PIB par tête d'habitant de 11627 dollars ; 8.-Malaisie pour une population 32 millions et un PIB par tête d'habitant de 10942 dollars -9.-Turquie pour une population 84 millions et un PIB par tête d'habitant de 9346 dollars -10.-Mexique pour une population 129 millions et un PIB par tête d'habitant de 9807 dollars - 11.-Thaïlande pour une population 70 millions et un PIB par tête d'habitant de 7187 dollars - 12.-Turkménistan pour une population de 6 millions et un PIB par tête d'habitant de 7646 dollars -13.-Colombie 340 pour une population 52 millions et un PIB par tête d'habitant de 6684 dollars - 14.-Biélorussie pour une population 9 millions et un PIB par tête d'habitant de 6306 dollars -15.-Iran pour une population 84 millions et un PIB par tête d'habitant de 5491 dollars -16.-Azerbaïdjan pour une population 10 millions et un PIB par tête d'habitant de 4569 dollars - 17.-Indonésie pour une population 273 millions -- et un PIB par tête d'habitant de 3871 dollars - 18.-Algérie une population de 44 millions et un PIB par tête d'habitant de 3691 dollars - 19.-Bolivie pour une population 12 millions et un PIB par tête d'habitant de 3682 dollars - 20.-Tunisie une population 11 millions et un PIB par tête d'habitant de 3423 dollars - 21.-Cuba une population de 25,3 millions et un PIB par tête d'habitant de 3374 dollars - 22.-Maroc pour une population de 37 millions et le PIB par tête d'habitant est de 3.292 dollars- 23.-Venezuela une population 28 millions et un PIB par tête d'habitant de 3374 dollars - 24.-Philippines pour une population 109 millions et un PIB par tête d'habitant de 3104 dollars ; - 25.-Egypte 404 pour une population 102 millions et un PIB par tête d'habitant de 2573 dollars- 26.-Vietnam pour une population 97 millions et un PIB par tête d'habitant de 2551 dollars -27.-Honduras pour une population de 11 millions et le PIB par tête d'habitant est de 2.387 dollars - 28.-Djibouti pour une population 1 millions et un PIB par tête d'habitant de 2085 dollars - Nigeria pour une population 218 millions et un PIB par tête d'habitant de 2049 dollars -Zimbabwe pour une population 15 millions et un PIB par tête d'habitant de 1712 dollars -31.-Sénégal pour une population 17 millions et un PIB par tête d'habitant de 1474 dollars - 32.-Ouzbékistan pour une population 33 millions et un PIB par tête d'habitant de 1263 dollars - 33.-Bangladesh pour une population 164 millions et un PIB par tête d'habitant de 1745 dollars -34.-Pakistan pour une population 221 millions et un PIB par tête d'habitant de 1555 dollars - 35.-Ethiopie pour une population 115 millions et un PIB par tête d'habitant de 853 dollars -36 -Mozambique pour une population 34 millions et un PIB par tête d'habitant de 492 dollars

chiffre symbolisant le niveau le plus élevé. Cet indicateur créé en 1990 est désormais préféré au revenu par habitant qui apparaît aujourd'hui comme trop réducteur pour évaluer le niveau de développement, fonction du développement humain. Le classement des candidats aux BRICS est différent en référence au PIB global. Pour les cinq pays des BRICS par ordre décroissant nous avons : la Russie avec une note de 0,822 à la 52ème position, la Chine avec une note de 0,770 à la 79ème position, le Brésil avec une note de 0,754 à la 87ème position, l'Afrique du Sud avec une note de 0,713 à la 109ème position ; l'Inde à la 132ème position avec une note de 0,633. Pour les candidats ayant postulé, soit comme membre ou observateur aux BRICS en référence à l'IDH du rapport du PNUD de septembre 2022, nous avons par ordre décroissant : 1.-Emirats 26ème position avec une note de 0,911, 2.-Arabie Saoudite 35ème position avec une note de 0,875, 3.-Bahreïn 35ème position avec une note de 0,876, 4.-Chili 42ème position avec une note de 0,835, 5.-Argentine 47ème position avec une note de 0,842, 6.-Turquie 48ème position avec une note de 0,838, 7.-Kazakhstan 56ème position avec une note de 0,811,8.-Koweït 50ème position avec une note de 0,831, 9.-Biélorussie 60ème position avec une note de 0,808, 10.-Thaïlande 60ème position avec une note de 0,800, 11.-Malaisie 62ème position avec une note de 0,803, 12.-Iran 76ème position avec une note de 0,774, 13.-Cuba 83ème position avec une note de 0,764, 14.-Mexique 86ème position avec une note de 0,758, 15.-Colombie 88ème position avec une note de 0,752, 16.-Algérie 91ème position avec une note de 0,745 au même niveau avec deux autres pays, 17.-Azerbaïdjan 91ème position avec une note de 0,745, 18.-Turkménistan 91ème position avec une note de 0,745, 19.-Egypte 97ème position avec une note de 0,731, 20.-Tunisie 97ème position avec une note de 0,731, 21.-Ouzbékistan 101ème position avec une note de 0,730, 22.-Indonésie 114ème position avec une note de 0,705, 23.-Vietnam 115ème position avec une note de 0,703, 24.-Bolivie 118ème position avec une note de 0,682, 25.-Philippines 116ème position avec une note de 0,699, 26.-Venezuela 120ème position avec une note de 0,691, 27.-Maroc 123ème position avec une note de 0,683, 28.-Bangladesh 129ème position avec une note de 0,661, 29.-Le Honduras 137ème position avec une note de 0,621, 30.-Pakistan 161ème position avec une note de 0,544, 31.-Nigeria 163ème position avec une note de 0,535, 32.-Sénégal 170ème position avec une note de 0,512, 33.-Djibouti 171ème position avec une note de 0,509, 34.-Zimbabwe 146ème position avec une note de 0,593, 35.-Ethiopie 175ème position avec une note de 0,498 - 36.-Mozambique 185ème position avec une note de 0,446.

En conclusion la puissance dans les relations internationales se mesure au poids de l'économie. Les BRICS sont pour l'instant un Club non structuré en secrétariat général, et commissions comme le G7, avec des structures politiques et économiques différentes. Mais son poids économique croissant devrait modifier l'actuelle architecture des relations internationales s'orientant vers un monde multipolaire afin de favoriser un co-développement mondial et lutter contre les inégalités et la pauvreté. 15 août 2023

ademmetoul@gmail.com

ACCÉLÉRER L'OUVERTURE DU CAPITAL DES ENTREPRISES

Après la promulgation des lois relative à l'investissement, la monnaie et le crédit ainsi que les marchés publics, la question relative au marché financier est au centre des préoccupations du ministère des finances. C'est à ce titre que le ministre des Finances, Laaziz Faid, a présidé, jeudi passé à Alger, une réunion de travail consacrée à l'examen de l'état de mise en œuvre de la réforme du marché financier national. Il est à rappeler qu'une économie moderne doit reposer sur le marché financier, dont le rôle est de capter une partie de l'épargne et la mettre à la disposition des entreprises en besoin de capitaux. Le financement par le marché financier est sain, car non générateur d'inflation. Dans notre pays, le financement des entreprises se fait essentiellement par le crédit bancaire. Or le marché financier doit jouer un rôle au moins complémentaire au financement bancaire.

Les conditions de la relance du marché financier ont été abordées par le ministre des Finances avec le président de la commission des opérations boursières et le directeur du Trésor. L'accent est mis sur la nécessité de mettre en place des mécanismes transparents et efficaces, à même de promouvoir et garantir la confiance des investisseurs et des acteurs du

marché financier et de les faire adhérer à ce processus. Les grandes entreprises doivent être sensibilisées pour procéder à l'ouverture de leur capital grâce à l'introduction en bourse. Que ce soient celles qui connaissent une croissance économique tant interne qu'externe, ou celles ayant des difficultés financières, comme certaines EPE, la cotation en bourse peut se révéler être positive à maints égards dans leur management. Le renforcement de l'attractivité de la place financière d'Alger doit s'opérer par la mise à jour des textes réglementaires et surtout l'augmentation du nombre de sociétés cotées en Bourse, en faisant appel aux organisations professionnelles et patronales concernées. Il y a déjà un dossier en étude relatif à l'ouverture du capital de deux banques publiques.

La volonté d'insuffler une nouvelle dynamique dans le marché financier et d'en assurer la transparence, en sont les règles principales à garantir pour inciter le plus possible les entreprises à vouloir être présentes en bourse.

L'expert international en économie, Abderrahmane Mebtoul a indiqué, à ce propos que "récemment l'actuel ministre de l'industrie a préconisé "l'ouverture du capital de certaines entreprises publiques face à un déficit structurel une situation

qui pourrait conduire à leur disparition. L'on devra éviter les erreurs du passé", a-t-il dit de prime abord. En somme, dit-il "c'est l'entreprise libérée des entraves bureaucratiques et un État régulateur qui peuvent créer une économie productive à forte valeur ajoutée", a-t-il soutenu. L'orateur a ajouté que "l'attrait de l'investissement à forte valeur ajoutée ne saurait résulter de lois, mais d'une réelle volonté politique allant vers de profondes réformes, une stabilité du cadre juridique et monétaire permettant la visibilité, et les pays qui attirent le plus les IDE n'ont pas de codes d'investissement, mais une bonne gouvernance. Il appartient ainsi à l'État régulateur, dont le rôle stratégique en économie de marché s'apparente à celui d'un chef d'orchestre, de concilier les coûts privés et les coûts sociaux", a-t-il noté.

En résumé, l'expert a souligné que "le compromis et les objectifs stratégiques des années 2023/2030 devront concilier l'impératif de productivité et la cohérence sociale, les principes d'une société ouverte et le devoir de solidarité, en un mot l'efficacité et l'équité", a-t-il conclu.

Samia Boulahlib

هكذا يتم تمويل نفقات الاستثمار العمومي

ذكرت وزارة المالية كيفيات معالجة نفقات الاستثمار من طرف المؤسسات العمومية ذات الطابع الإداري والمؤسسات العمومية المماثلة، وطالبت بضرورة التمييز بين الحالة التي تسمح فيها نفقات الاستثمار للمؤسسات العمومية باقتناء تجهيز أو إنجاز بنية تحتية، والحالة التي يهدف فيها الاستثمار إلى زيادة التثمينات العينية والمعنوية للدولة والتي يتم



إنجازها كذلك لمؤسسة عمومية ذات طابع إداري تقوم بها لصالح الدولة وباسمها. وأوضح منشور لوزارة المالية، بعثت به في 10 أوت الجاري، أنه بالنسبة للمشاريع الجديدة، فيتم التمويل على أساس طلب تمويل تصيغه المؤسسة العمومية ذات الطابع الإداري أو المؤسسة العمومية للسلطة المختصة، على أن يكون مرفقا بملف النضج والمبررات. ونبه المنشور، أنه في حال قبول إدراج إعانة الاستثمار بعنوان قانون المالية، تقوم المصالح المختصة بوزارة المالية بتبليغ وثائق التسيير الميزانياتي اللازمة لمسؤول محفظة البرنامج، حيث يتم تحديد عنوان العملية الممولة ومحتواها المادي وبرنامج الدفع والمؤشرات الأخرى التي تسمح بتأطيرها. وأوضح المنشور أن مقرر منح إعانة الاستثمار وظيفة مزدوجة للدولة، من جهة، كونه يتمثل في الوثيقة المبررة لاستهلاك الاعتمادات المسجلة في ميزانيتها في جانب النفقات في شكل رخص التزام واعتمادات الدفع، ومن جهة أخرى يمثل الوثيقة القانونية التي تجسد الالتزام بالتمويل للدولة تجاه المؤسسة العمومية، وأشارت الوثيقة أنه بمجرد استلام مقرر منح الإعانة، يمكن لمسؤول المؤسسة العمومية الشروع في الإجراءات التي تسمح بتنفيذ عمليات الاستثمار العمومي.

وبخصوص المشاريع قيد الإنجاز، أورد المنشور “يتم القيام بتبليغ مقرر منح إعانة الاستثمار من طرف السلطة الوصية والذي يبين، مراجع المقررات، ومبلغ رخصة الالتزام، ومبلغ اعتماد الدفع التي تشكل الحد الأقصى للنفقات التي يمكن الأمر بصرفها، وبرنامج صب اعتمادات الدفع.”

بورصة الشراكة" وعروض العقار على المنصة الرقمية قريبا بالأرقام.. مشاريع وتدابير لإحداث ثورة في قطاع الاستثمار

تستعد الوكالة الجزائرية لترقية الاستثمار لإطلاق "بورصة الشراكة" عبر منصتها الرقمية، وذلك لتسهيل التواصل بين المستثمرين، سواء الجزائريين أو الأجانب، لتمكينهم من إقامة مشاريع مشتركة، حسب ما أفاد به لـ"أوج" المدير العام للوكالة، عمر ركاش. وأوضح ركاش، أن هذا المشروع "الطموح" هو عبارة عن آلية يعلن من خلالها المستثمرون، سواء المحليون أو الأجانب، عن رغبات الشراكة، فيما ستكون الوكالة همزة وصل تربط بين الطرفين للمساعدة في تجسيد المشاريع المقترحة.

ومن شأن هذه البورصة "خلق حركية" في مجال الاستثمار، لأنها ستسهل الربط بين المستثمرين، حسب المسؤول، الذي أكد بأن التجارب الاستثمارية الناجحة التي تنطلق من "بورصة الشراكة" ستحظى بالترويج من طرف الوكالة.

وبخصوص موعد إطلاق هذه الخدمة، أوضح ركاش، أن ذلك سيكون بعد صدور القانون المحدد لشروط وكيفيات منح العقار الاقتصادي التابع للأماكن الخاصة للدولة والموجه لإنجاز مشاريع استثمارية. وعموما، أكد ركاش، أنه يجري العمل على تطوير المنصة الرقمية التي اقتصر العمل فيها، في البداية، على تسجيل المشاريع، حيث ستشمل كل الخدمات المرتبطة بالاستثمار. فضلا عن إطلاق "بورصة الشراكة"، سيتم أيضا فتح خدمة الإطلاع على عروض العقار الاقتصادي وطلبها عبر منصة الوكالة، وذلك بعد صدور قانون العقار الاقتصادي.

وبفضل التحسينات التي ستعرفها المنصة الرقمية، وكذا تبادل المعلومات مع مصالح الجمارك والمديرية العامة للضرائب، "ستتمكن الوكالة الجزائرية لترقية الاستثمار، مستقبلا، من تحديد، بصفة آنية، المشاريع التي بدأت الاستفادة من الامتيازات، وكذا نسبة تقدمها، وعدد مناصب العمل التي تم استحداثها فعليا"، حسب المسؤول. ولفت ركاش إلى أن البروتوكول الموقع بين الوكالة والمديرية العامة للضرائب، مطلع شهر جوان الماضي، سمح بتسهيل تبادل المعلومات بين الطرفين لمراقبة المزايا الضريبية، في حين "يجري التواصل مع مصالح الجمارك بهدف التشغيل البيئي للأنظمة المعلوماتية، والأمر ذاته بالنسبة لمصالح وزارة العمل والتشغيل والضمان الاجتماعي".

من جهة أخرى، أكد ركاش على أهمية الدور الذي تلعبه الدبلوماسية الاقتصادية في استقطاب عدة شركات أجنبية للاستثمار في الجزائر. وأوضح في هذا الإطار، أن "السفارات الجزائرية تحركت بشكل كبير للتعريف بفرص الاستثمار في الجزائر، والامتيازات التي يقدمها قانون الاستثمار الجديد".

كما أشاد بالدور الذي يلعبه المغتربون في جلب الاستثمارات إلى الجزائر، لاسيما من خلال إقامة مشاريع بالشراكة مع أجنبى، أو اقتراح مستثمرين أجنبى على الوكالة. وتتوقع الوكالة أن تتضاعف وتيرة تسجيل المشاريع لديها ثلاث مرات، بعد صدور القانون المحدد لشروط وكيفيات منح العقار الاقتصادي التابع للأملك الخاصة للدولة والموجه لإنجاز مشاريع استثمارية. وأوضح ركاش، أنه ينتظر أن يصل معدل المشاريع الاستثمارية المسجلة لدى الوكالة إلى 1000 مشروع شهريا، بعد صدور قانون العقار الاقتصادي، مقابل 350 حاليا. وأضاف أن “الكثير من الشركات الكبرى أبدت اهتمامها بالاستثمار في الجزائر، وهي تنتظر دخول قانون العقار الاقتصادي حيز التنفيذ”.

توقعات ببلوغ 10 آلاف مشروع مسجل مطلع 2024

وفي الفترة بين نوفمبر 2022، تاريخ بدء نشاط الوكالة، و31 جويلية 2023، بلغ عدد المشاريع المسجلة على مستوى الشبابيك الوحيدة اللامركزية والشبكات الوحيد للمشاريع الكبرى والاستثمارات الأجنبية 3120 مشروع، بقيمة إجمالية تفوق الـ1731 مليار دج، وهو عدد مرشح لأن يرتفع إلى 10 آلاف مشروع مطلع السنة المقبلة، وهذا بفضل صدور قانون العقار الاقتصادي. وتتضمن هذه الحصيلة 3054 مشروع مسجل من قبل مستثمرين محليين، أي ما يمثل 97ر8 بالمائة من إجمالي المشاريع المسجلة، وبقيمة تفوق الـ896 مليار دج، من شأنها استحداث أزيد من 70 ألف منصب شغل. ومن بين هذه المشاريع المحلية، نجد 17 استثمارا في “مشاريع كبرى”، حسب الحصيلة ذاتها. وإلى جانب المشاريع المحلية، سجلت الوكالة 66 مشروعا ما بين شراكة محلية وأجنبية (41 مشروعا) ومشاريع أجنبية مباشرة (25 مشروعا)، بقيمة إجمالية تفوق الـ834 مليار دج، ستسمح باستحداث حوالي 9 آلاف منصب شغل.

وتتوزع الاستثمارات الأجنبية المسجلة بين العديد من الجنسيات من القارات الخمس، في مقدمتها تركيا بـ25 مشروعا، والصين و11 مشروعا. إضافة إلى ذلك، أوضح المسؤول ذاته، أن الوكالة سجلت إبداء حوالي 100 شركة أجنبية أخرى من مختلف القارات نيتها الاستثمار في الجزائر، “من بينها شركات دولية كبرى، وهناك من هي في مراحل متقدمة”. أما بالنسبة لأكثر القطاعات استقطابا للاستثمارات، حل قطاع الصناعة في المقدمة بـ1595 مشروع، ما يمثل 51 بالمائة من إجمالي المشاريع المسجلة بالوكالة، حيث تبلغ قيمة هذه المشاريع أزيد من 1330 مليار دج، وينتظر أن تستحدث حوالي 50 ألف منصب شغل. وحل قطاع البناء والأشغال العمومية والري في المرتبة الثانية بـ462 مشروع، متبوعا بكل من قطاعات النقل و455، الفلاحة 198، الخدمات 192، السياحة 124 والصحة بـ94 مشروعا.

وبخصوص توزيع المشاريع المسجلة على مختلف المناطق، فسجل 1612 مشروع في الشمال يتوقع منها أن تستحدث أزيد من 48 ألف منصب شغل، 927 مشروع في الهضاب العليا بأزيد من 22 ألف و500 منصب شغل، و581 مشروع في الجنوب ستستحدث حوالي 9 آلاف منصب شغل. من جهة أخرى، كشف ركاش، أن أزيد من 600 مشروع استثماري استفاد من تمديد استثنائي لمقرر منح المزايا لفترة الإنجاز، وذلك بعد انتهاء مقارنة تتمثل في تقديم المستثمر لتقرير مفصل حول سبب تأخر تجسيد المشروع، قبل قيام اللجنة المتخصصة بمعاينة ميدانية للمشروع، وتقديم المستثمر لالتزام بإكمال المشروع في حدود المدة التي منحت له، وهي المقاربة التي “سمحت بتجسيد العديد من المشاريع.”

الشروق
إخبارية وطنية

اقتصاد

100 شركة أجنبية تُبدي رغبتها في الاستثمار بالجزائر



أبدت حوالي 100 شركة أجنبية من بينها شركات دولية كبرى نيتها في الاستثمار بالجزائر، حسب ما كشف عنه المدير العام للوكالة الجزائرية لترقية الاستثمار.

وأكد عمر ركاش لووكالة الأنباء أن الوكالة سجلت إبداء حوالي 100 شركة أجنبية أخرى من مختلف القارات نيتها الاستثمار في الجزائر، “من بينها شركات دولية كبرى، وهناك من هي في مراحل متقدمة.”

وفي الفترة بين نوفمبر 2022 و31 جويلية 2023 بلغ عدد المشاريع المسجلة على مستوى الشبائيك الوحيدة اللامركزية والشباك الوحيد للمشاريع الكبرى والاستثمارات الأجنبية 3120 مشروعا.

وتفوق القيمة الإجمالية لهذه المشاريع 1731 مليار دج، وهو عدد مرشح لأن يرتفع إلى 10 آلاف مشروع مطلع السنة المقبلة، وهذا بفضل صدور قانون العقار الاقتصادي. يقول ركاش.

وتتضمن هذه الحصيلة 3054 مشروعاً مسجلاً من قبل مستثمرين محليين، أي ما يمثل 97.8 بالمائة من إجمالي المشاريع المسجلة، وبقيمة تفوق 896 مليار دج، من شأنها استحداث أزيد من 70 ألف منصب شغل.

ومن بين هذه المشاريع المحلية نجد 17 استثماراً في "مشاريع كبرى"، حسب الحصيلة ذاتها.

وإلى جانب المشاريع المحلية، سجلت الوكالة 66 مشروعاً ما بين شراكة محلية-أجنبية (41 مشروع) ومشاريع أجنبية مباشرة (25 مشروع)، بقيمة إجمالية تفوق 834 مليار دج، ستسمح باستحداث حوالي 9 آلاف منصب شغل.

وتتوزع الاستثمارات الأجنبية المسجلة بين العديد من الجنسيات من القارات الخمس في مقدمتها تركيا بـ 25 مشروعاً، والصين بـ 11 مشروعاً.

من جهة أخرى، كشف ركاش أن أزيد من 600 مشروع استثماري استفاد من تمديد استثنائي لمقرر منح المزايا لفترة الانجاز.

وذلك بعد انتهاء مقاربة تتمثل في تقديم المستثمر لتقرير مفصل حول سبب تأخر تجسيد المشروع، قبل قيام اللجنة المتخصصة بمعاينة ميدانية للمشروع، وتقديم المستثمر لالتزام بإكمال المشروع في حدود المدة التي منحت له، وهي المقاربة التي "سمحت بتجسيد العديد من المشاريع."

نحو إطلاق "بورصة الشراكة" لتسهيل التواصل بين المستثمرين

الجزائر- تستعد الوكالة الجزائرية لترقية الاستثمار لإطلاق "بورصة الشراكة" عبر منصتها الرقمية، وذلك لتسهيل التواصل بين المستثمرين، سواء الجزائريين أو الأجانب، لتمكينهم من إقامة مشاريع مشتركة، حسب ما أفاد به ل/وأج المدير العام للوكالة، عمر ركاش.

وأوضح السيد ركاش أن هذا المشروع "الطموح" هو عبارة عن آلية يعلن من خلالها المستثمرون، سواء المحليون أو الأجانب، عن رغبات الشراكة، فيما ستكون الوكالة همزة وصل تربط بين الطرفين للمساعدة في تجسيد المشاريع المقترحة.

ومن شأن هذه البورصة "خلق حركية" في مجال الاستثمار، لأنها ستسهل الربط بين المستثمرين، حسب المسؤول الذي أكد بأن التجارب الاستثمارية الناجحة التي تنطلق من "بورصة الشراكة" ستحظى بالترويج من طرف الوكالة.

وبخصوص موعد إطلاق هذه الخدمة، أوضح السيد ركاش أن ذلك سيكون بعد صدور القانون المحدد لشروط وكيفيات منح العقار الاقتصادي التابع للأماكن الخاصة للدولة والموجه لإنجاز مشاريع استثمارية.

وعموما، أكد السيد ركاش أنه يجري العمل على تطوير المنصة الرقمية التي اقتصر العمل فيها في البداية على تسجيل المشاريع، حيث ستشمل كل الخدمات المرتبطة بالاستثمار.

ففضلا عن إطلاق "بورصة الشراكة"، سيتم أيضا فتح خدمة الاطلاع على عروض العقار الاقتصادي وطلبها عبر منصة الوكالة، وذلك بعد صدور قانون العقار الاقتصادي.

وبفضل التحسينات التي ستعرفها المنصة الرقمية، وكذا تبادل المعلومات مع مصالح الجمارك والمديرية العامة للضرائب، "ستتمكن الوكالة الجزائرية لترقية الاستثمار مستقبلا من تحديد، بصفة آنية، المشاريع التي بدأت الاستفادة من الامتيازات، وكذا نسبة تقدمها، وعدد مناصب العمل التي تم استحداثها فعليا"، حسب المسؤول.

ولفت السيد ركاش إلى أن البروتوكول الموقع بين الوكالة والمديرية العامة للضرائب، مطلع شهر يونيو الماضي، سمح بتسهيل تبادل المعلومات بين الطرفين لمراقبة المزايا الضريبية، في حين "يجري التواصل مع مصالح الجمارك بهدف التشغيل البيئي للأنظمة المعلوماتية، والأمر ذاته بالنسبة لمصالح وزارة العمل والتشغيل والضمان الاجتماعي".

من جهة أخرى، أكد السيد ركاش على أهمية الدور الذي تلعبه الدبلوماسية الاقتصادية في استقطاب عدة شركات أجنبية للاستثمار في الجزائر.

وأوضح في هذا الإطار أن "السفارات الجزائرية تحركت بشكل كبير للتعريف بفرص الاستثمار في الجزائر والامتيازات التي يقدمها قانون الاستثمار الجديد".

كما أشاد بالدور الذي يلعبه المغتربون في جلب الاستثمارات إلى الجزائر، لاسيما من خلال إقامة مشاريع بالشراكة مع أجنبى، أو اقتراح مستثمرين أجنبى على الوكالة.

وتتوقع الوكالة أن تتضاعف وتيرة تسجيل المشاريع لديها ثلاث مرات بعد صدور القانون المحدد لشروط وكيفيات منح العقار الاقتصاى التابع للأملك الخاصة للدولة والموجه لإنجاز مشاريع استثمارية.

وأوضح السيد ركاش أنه ينتظر أن يصل معدل المشاريع الاستثمارية المسجلة لدى الوكالة إلى 1000 مشروع شهريا، بعد صدور قانون العقار الاقتصاى، مقابل 350 حاليا.

وأضاف أن "الكثير من الشركات الكبرى أبدت اهتمامها بالاستثمار في الجزائر، وهي تنتظر دخول قانون العقار الاقتصاى حيز التنفيذ".

توقعات ببلوغ 10 الاف مشروع مسجل مطلع 2024

وفي الفترة بين نوفمبر 2022 (تاريخ بدء نشاط الوكالة) و31 يوليو 2023 بلغ عدد المشاريع المسجلة على مستوى الشبائيك الوحيدة اللامركزية والشباك الوحيد للمشاريع الكبرى والاستثمارات الأجنبية 3120 مشروعا، بقيمة إجمالية تفوق 1731 مليار دج، وهو عدد مرشح لأن يرتفع إلى 10 الاف مشروع مطلع السنة المقبلة، وهذا بفضل صدور قانون العقار الاقتصاى.

وتتضمن هذه الحصيلة 3054 مشروعا مسجلا من قبل مستثمرين محليين، أي ما يمثل 8ر97 بالمائة من إجمالى المشاريع المسجلة، وبقيمة تفوق 896 مليار دج، من شأنها استحداث أزيد من 70 ألف منصب شغل. ومن بين هذه المشاريع المحلية نجد 17 استثمارا في "مشاريع كبرى"، حسب الحصيلة ذاتها.

وإلى جانب المشاريع المحلية، سجلت الوكالة 66 مشروعا ما بين شراكة محلية-أجنبية (41 مشروع) ومشاريع أجنبية مباشرة (25 مشروع)، بقيمة إجمالية تفوق 834 مليار دج، ستسمح باستحداث حوالي 9 الاف منصب شغل.

وتتوزع الاستثمارات الأجنبية المسجلة بين العديد من الجنسيات من القارات الخمس في مقدمتها تركيا ب 25 مشروعا، والصين ب 11 مشروعا.

إضافة إلى ذلك، أوضح المسؤول ذاته أن الوكالة سجلت إبداء حوالي 100 شركة أجنبية أخرى من مختلف القارات نيتها الاستثمار في الجزائر، "من بينها شركات دولية كبرى، وهناك من هي في مراحل متقدمة".

أما بالنسبة لأكثر القطاعات استقطابا للاستثمارات، حل قطاع الصناعة في المقدمة ب 1595 مشروعا، ما يمثل 51 بالمائة من إجمالى المشاريع المسجلة بالوكالة، حيث تبلغ قيمة هذه المشاريع أزيد من 1330 مليار دج، وينتظر أن تستحدث حوالي 50 ألف منصب شغل.

وحل قطاع البناء والأشغال العمومية والري في المرتبة الثانية ب 462 مشروعا، متبوعا بكل من قطاعات النقل، 455، الفلاحة، 198، الخدمات، 192، السياحة، 124 والصحة ب 94 مشروعا.

وبخصوص توزيع المشاريع المسجلة على مختلف المناطق، فسجل 1612 مشروعا في الشمال يتوقع منها أن تستحدث أزيد من 48 ألف منصب شغل، 927 مشروعا في الهضاب العليا بأزيد من 22 ألف و500 منصب شغل، و581 مشروعا في الجنوب ستستحدث حوالي 9 الاف منصب شغل.

من جهة أخرى، كشف السيد ركاش أن أزيد من 600 مشروع استثماري استفاد من تمديد استثنائي لمقرر منح المزايا لفترة الانجاز، وذلك بعد انتهاج مقاربة تتمثل في تقديم المستثمر لتقرير مفصل حول سبب تأخر تجسيد المشروع، قبل قيام اللجنة المتخصصة بمعاينة ميدانية للمشروع، وتقديم المستثمر للالتزام بإكمال المشروع في حدود المدة التي منحت له، وهي المقاربة التي "سمحت بتجسيد العديد من المشاريع".

قمة بريكس تنطلق في جوهانسبرغ وتتطلع لتحوّل في السياسة العالمية

يجتمع قادة دول بريكس ذات الاقتصادات الناشئة والتي تمثل نحو ربع ثروة العالم، اعتباراً من اليوم الثلاثاء في جوهانسبرغ في قمة ترمي لتوسيع نفوذ التكتل والدفع باتجاه تحول في السياسة العالمية.

حوالي 50 دولة أخرى في برنامج "أصدقاء بريكس" الذي سيُعقد في مركز للمؤتمرات في سانتون بجوهانسبرغ. وتُعقد قمة بريكس هذا العام تحت عنوان "بريكس وأفريقيا: شراكة من أجل النمو المتسارع والتنمية المستدامة والتعددية الشاملة". وبالنسبة إلى ستيفن غروز من مشروع إفريقيا-روسيا في معهد جنوب إفريقيا للشؤون الدولية فإن القمة تنعقد في "منعطف حرج". وأوضح أن "النظام الحالي المتعدّد الأطراف يتعرض لضغوط" وقال رئيس جنوب إفريقيا سيريل رامابوزا في اجتماع للحزب الوطني الأفريقي الحاكم في جوهانسبرغ السبت "سنعقد قمة رائعة". وبحسب رامابوزا فإن وجود هذا العدد الكبير من قادة الدول "يُظهر نفوذ جنوب إفريقيا وتأثيرها" في العالم. لكن الخبراء الذين يراقبون دول بريكس من كتب ليسوا متفائلين للغاية بشأن نتائج القمة. وقال غروز "لا أعتقد أن القمة ستسفر عن تلك النتائج الدراماتيكية لأن القوة لا تزال بأيدي الدول الغربية. الصين أخذت في الصعود لكنها ليست القوة المهيمنة حتى الآن". وتقلّ بريكس الآن 23 بالمتة من الناتج المحلي الإجمالي العالمي و42 بالمتة من سكان العالم، وأكثر من 16 في المئة من التجارة العالمية.

دولة على الأقل عن رغبتها في الانضمام إليه بينها 23 دولة قدمت طلبات رسمية لنيل عضويته. عالم "شديد الاستقطاب" وقال مندوب جنوب إفريقيا في مجموعة بريكس أنيل سوكلال إن أحد الأسباب التي تجعل الدول تصطف للانضمام إلى التكتل هو "العالم الشديد الاستقطاب الذي نعيش فيه والذي زادت من استقطابه الأزمة الروسية-الأوكرانية حيث تجبر البلدان على الانحياز" إلى أحد الطرفين. وأضاف أن "دول الجنوب لا تريد أن يُلى عليها من تدعيم وكيف تتصرف وكيف تدير شؤونها السيادية. إنها قوية بما يكفي الآن لتأكيد مواقفها". وبحسب سوكلال فإن دول بريكس بعثت الأمل للدول التي تتطلع إلى إعادة رسم "الهيكل" العالمي. وتابع "الأسواق الرئيسية الآن تقع في جنوب العالم (...) لكننا ما زلنا على الهامش من حيث صنع القرار العالمي". ويرأي المحاضر في السياسة الدولية في جامعة ليمبويو ليوغانغ ليغودي فإن العديد من الدول الخريصة على الانضمام إلى المجموعة "تنظر إلى بريكس كبديل للهيمنة الحالية" في الشؤون العالمية. وتم إطلاق تكتل بريكس رسمياً عام 2009. وخلال القمة سيشارك مسؤولون من



قراءة / معهد علي

باعتقال بوتن في حال دخل أراضيها، بصفتها عضواً في المحكمة الجنائية الدولية. وسيتوجه وزير الخارجية الروسي سيرغي لافروف إلى جوهانسبرغ بدلا منه. وتقل دول بريكس مليارات الأشخاص عبر ثلاث قارات، مع اقتصادات تشهد مراحل متقاربة من النمو، لكنها تتشارك أمراً واحداً: ازدهار نظام عالمي تقول إنه يخدم مصالح القوى الغربية الغنية. وقال تشن شياودونغ السفير الصيني في برينوريا للصحافيين الجمعة إن "نظام الحكم العالمي التقليدي أصبح معطلاً وقاصراً". وأضاف أن دول بريكس "أصبحت على نحو متزايد قوة راسخة في الدفاع عن العدالة الدولية". وهناك اهتمام متزايد بالتكتل، إذ أعربت 40

ويستضيف رئيس جنوب إفريقيا سيريل رامابوزا كلا من الرئيس الصيني شي جينبينغ ورئيس الوزراء الهندي ناريندرا مودي والرئيس البرازيلي لويس إيتاسيو لولا دا سيلفا في القمة السنوية للتكتل والتي تستمر ثلاثة أيام. أما الرئيس الروسي فلاديمير بوتن فسيشارك في القمة عبر الفيديو. وبعد تساؤلات حول ما إذا كان الرئيس الروسي سيحضر قمة بريكس، قرّر بوتن الشهر الماضي عدم الذهاب إلى جوهانسبرغ في ضوء مذكرة التوقيف الدولية الصادرة بحقه. ومن المفترض نظرياً أن تقوم جنوب إفريقيا

الخبير العقاري عبد الرحمن بن يمينة:

الرقمنة تدعم اتخاذ القرارات الحكيمة

■ مخطط تهيئة الإقليم يمهد الطريق نحو جرد العقار وتوجيهه للاستثمار

يشكل القطاع العقاري قاعدة أساسية في الحياة الاجتماعية والاقتصادية، ما جعله يحظى باهتمام كبير من طرف المشرع الجزائري بغية إرساء سياسة عقارية هادفة، ولهذا أصبحت حماية العقار مسألة جوهرية، كما أن الواقع استدعى ضرورة مواكبة هذه النصوص القانونية للتكنولوجيات الرقمية، فرقمنة الثروة العقارية أضحت أكثر من ضرورة من أجل عصنة المجال وتوفير الأمن العقاري، وهو ما أكد عليه رؤساء الجمهورية في برنامجها المتضمن اعتماد الرقمنة في كافة المجالات، كل هذا ناقشته "الشعب" مع عبد الرحمن بن يمينة الخبير في العقار والمختص في الهندسة المالية.

حوار: سعد بوعوش

■ "الشعب": يعتبر العقار من دعائم الإنعاش الاقتصادي سيما الصناعي، وقد بذلت الدولة جهودا في استرجاع غير المستغل منه وتنظيمه وضبطه، وهو ما يستدعي الرقمنة، في رأيك ما هي الصعوبات التي تواجه العملية؟

■ عبد الرحمن بن يمينة: بالنظر إلى العقار بعد دعامة اقتصادية، والتكلم عن العقار في الجزائر يقود للحديث عن ضبطه وإعادة تنظيمه، فهناك عقار غير مستغل منذ البداية، وهناك الذي تم استرجاعه بعد منحه، بسبب عدم استغلاله، لكن قبل ذلك يجب أن تكون هناك رؤية وبرنامج وجدول أعمال محدد الأجل لاستغلاله وفق أهداف محددة في استراتيجية واضحة المعالم لبناء الجزائر وفق محاور محددة مسبقا تتجزئ في هذه المشاريع، ولا بد من معرفة الحقوق والالتزامات لدى استغلال هذه العقارات، ويمثل المحور التقني قبل انطلاق المشاريع أحد أهم المحاور، فالكثير من العقارات انطلقت فيها مشاريع وفيها نزاعات حدود، وسناتها غير مضبوطة، وأخرى توقفت لأنها دخلت في نزاعات قضائية، وبالتالي فالمعرفة الدقيقة للعقار تقود للمحور القانوني وهو نقطة هامة تستدعي الضبط لإزالة أي لبس أو شك... والدليل أن الدولة سعت مؤخرا لحماية أملاك الدولة الخاصة، لأنها المنع الرئيسي للاستثمارات في الأقاليم، فالاستثمار في العقار يحتاج توفير ضمانات للمستثمرين الأجانب أو المحليين، والضمان الأول المطلوب هو الإطار القانوني المتعلق بالعقار وكيفية استغلاله، وقانون الاستثمار الصادر في



2022، وهنا يجب الإشارة إلى أن التأخر كانت موزعا على عدة نقاط تتعلق بصياغة هذه القوانين والمراسيم التنفيذية، أو في فهم هذه القوانين.. ليأتي المحور المالي الاقتصادي الذي فتح فيه المجال في قانون الاستثمار وكيفية الشراكة، الاستثمار الأجنبي والداخلي، كيفية جلب رؤوس الأموال النقدية والعينية، لكن يجب أن يرفق هذا كله بمناخ اقتصادي متكامل يرتبط أساسا بانخراط البنوك، شركات التأمين، توفير الضمانات المالية والاقتصادية، ومسايرة القوانين، وبالتالي، فالأمر يتعلق بنظرة كلية مدمجة قانونية تقنية عقارية، ومالية اقتصادية للتحليل الموضوعي المتكامل باتزان على مختلف المحاور لإيجاد الحلول الواقعية والموضوعية، لأن الأمر يستدعي الخروج من النظرة

الإدارية للاستثمار نحو التفكير التقني العلمي والقانوني والمالي الاقتصادي لتحريك عجلة الاقتصاد.

■ هل تعتقد أن المخطط الوطني لتهيئة الإقليم من شأنه أن يساهم في تحيين جرد العقار غير المستغل وإدماجه ضمن العرض العقاري الموجه للاستثمار، للوصول إلى تصور حقيقي عن واقع العقار، وتبسيط الإجراءات وترقية الاستثمار، أم هو جزء من الحل؟

■ المخطط الوطني لتهيئة الإقليم هو الذي يحدد ثروات البلاد والمشاريع المحركة له من الثروات الباطنية وثروات فوق الأرض كالزراعة، البنية التحتية، وحتى الجوية مثل ساعات الشمس، الرياح، الأمطار وغيرها، وبالتالي فهذا المخطط هو من يجمعها وهو قيد التحيين، حيث إن الاستراتيجية التي وضعت على أساسه لمدى 20 سنة من أجل تحقيق الأهداف المرجوة منه، ومن بين أهدافه الاستراتيجية إعادة توزيع السكان على التراب الوطني، وهذا لأن الإحصائيات أنذاك تفيد أن 63% من سكان الجزائر يتمركزون على 4% من مساحتها، وهذا أمر معروف.. وبالتالي، عندما يحدد المخطط الثروات ومراكز ثقلها وتواجدها ووضع الاستراتيجية، فإنه يعني التوجيه نحو مناطق معينة وبالتالي تبدأ عملية جرد العقارات المتوفرة وترتيبها وفقا للأولويات الزمنية ووفق الجدول الزمني الذي يحدده المخطط، وبالتالي مع قانون الاستثمار وتوظيف كل الإدارات المحلية وقادتها التنفيذية وهم الولاة ناهيك عن البلديات، لتحديد الخرائط العقارية، وأدوات الاستثمار، والأدوات البشرية

والتقنية.. في المقابل، عرض العقار للاستثمار وتبسيط الإجراءات لا يمكن أن يكون بالطريقة التقليدية الإدارية، بل يجب أن يكون بتهيئة الأقاليم والأخذ بعين الاعتبار البنية التحتية من موانئ وشبكة طرق وسكك حديدية.. إلخ، وتوظيف الموارد البشرية كل من مكانه وفق خطة مدروسة متكيفة مع الرؤية الاقتصادية.

العقار أساس التنمية والإلام بامتداداته أول الطريق..

■ إنشاء بطاقة رقمية للأمالك العقارية، بات أكثر من ضرورة لإنهاء الفوضى والتلاعب، وقلت سابقا إنه يجب رقمنة الإجراءات والتفاصيل التقنية الموجودة في الميدان التي تحترم فيها كل الأمور التقنية والاقتصادية والهندسية، كيف ذلك؟

■ الرقمنة لم تأت لترقن الفوضى، بل لكل ما هو منظم، فهناك عقارات ليس لها سند وأخرى غير محددة الحدود، ما يعني أنه لا بد من تنظيم العمل وتوفير معلومات مهيكلة تسمح بوضع بطاقة تعتمد أساسا على توظيف السندات والخرائط والقراءة الخريطية بهدف توفير المعلومات الأساسية حول العقار، لأن الهدف من الرقمنة هو أن تكون أداة اتخاذ قرارات من خلال المعلومات الكاملة والدقيقة، ونعني بذلك أن الإدارة التي تتولى تسيير هذا العقار يجب أن تعي جيدا ما هي الأدوات الاقتصادية والمالية التي نحن بحاجة إليها، فالإدارة المجزأة لا تتخذ هذا المسعى، ولهذا تم جمع

مصالح مسح الأراضي والحفظ العقاري في إدارة واحدة، حيث تم حل جزء من المشاكل المطروحة في هذا الإطار.. العقار هو لب أي عملية تنمية إلا أنه لم يأخذ حظه من الاهتمام، ما يستدعي تجميع كل المتخصصين في العقار والمتدخلين فيه ودراسته بمنظور علمي اقتصادي ومالي وبمعرفة شاملة لما يتضمنه قانون الاستثمار وقوانين حماية أملاك الدولة والقانون العقاري من أجل وضع رقمنة سليمة، فالرقمنة استراتيجية، وهي مجموعة أهداف مرحلية.

■ الرقمنة يقوم بها المختصون في تكنولوجيات الإعلام والاتصال، لكن في المقابل يحتاجون إلى مختصين في العقار والمكاتب، إلى أي مدى يمكن أن تكون هذه الرقمنة فعالة في الميدان لإنهاء أشكال التلاعب في هذا الملف؟

■ الرقابة المهنية هي من يكشف حالات الفساد، ورقمنة العقار لا تكون إلا بفتح العقار، وبالتالي فالتقني أو الخبير في الإعلام والتكنولوجيا لا يمكن أن يقوم بالمهام المنوطة به إذا لم يكن معه من يفقه ويفهم ماهية العقار، وأساسياته وتقييم الخريطة العقارية وامتداداتها المالية القرضية، البنكية، الرهنية والاقتصادية والإقليمية وحدودها وأثرها، فهذه كلها معلومات لها قيمتها وقراءتها ومنظورها التي تؤثر في اتخاذ القرارات الاقتصادية الكبرى، وبالتالي، فالعقار هو بعد ذاته سوق اقتصادية لا بد من الإلمام بكل مكوناته وأدواته ودراستها لمعرفة جدواها الاقتصادية، مع الأخذ بعين الاعتبار المخاطر الكبرى التي يمكن أن تمش الإقليم ككل.

لن نتغلى عن تعزيز الشفافية والكفاءة

متابعة لدى تقدم برنامج رقمنة إدارة الأملاك الوطنية أكد وزير المالية، عزيز فايد، خلال آخر خروجه ميدانية له على ضرورة استكمال برنامج رقمنة إدارة الأملاك قبل نهاية سبتمبر المقبل، مشيراً إلى أهمية هذا البرنامج في الرفع من فعالية العمليات وتحسين نوعية الخدمات في مجال العقار وكذا تعزيز قيم الشفافية والكفاءة التي يجب أن تسود بين مستخدمي إدارة الأملاك الوطنية. يأتي هذا بعد تركيز وتشديد رئيس الجمهورية في مختلف المناسبات على ضرورة رقمنة المؤسسات التابعة لوزارة المالية، على رأسها الجمارك، الضرائب وأملاك الدولة.

جمال الدين بوراس

وفي هذا الصدد يؤكد الخبير الاقتصادي عبد الرحمن هادف، أن رقمنة قطاع المالية تعتبر أكبر ورشات مشروع التحول الرقمي في الجزائر، لما يكتسي القطاع من أهمية بالغة من جهة، وتعقيد منظومته المعلوماتية التي تدخل في سير كل المجالات من جهة أخرى، ويضيف هادف أن هناك إرادة سياسية كبيرة وحقيقية لرقمنة قطاع المالية، وكان رئيس الجمهورية قد أعطى أجلاً محدداً لإنهاء المرحلة الأولى من ورشة رقمنة القطاع، وهو ما دفع وزير المالية للوقوف شخصياً على مدى سير العملية بالوتيرة المطلوبة.

ويرى المتحدث أن وتيرة رقمنة قطاع المالية بمختلف مؤسساته من بينها أملاك الدولة بطيئة نوعاً ما، وهذا يرجع إلى تعقيدات المهمة التي تستدعي منظومة تسمح بالتشغيل البيئي ووضع النصوص المرجعية الخاصة بالأنظمة المعلوماتية، وهي الخطوة التي تعمل تجسيد مشروع الرقمنة، كما أن الأمر لا يقتصر على

المجال، بل هي قضية أمن قومي وخدمة لمصالح المواطنين، كما سبق وأمر بتأسيس بنك معلومات جزائري، بشكل فوري ومستعمل من قبل وزارة المالية، يستهل على مختلف مصالح الدولة، ممارسة مهامها وأداء واجبها تجاه مواطنيها، بأمثل وأنجع أسلوب، موضعاً أنه يمكن الاعتماد في تحقيق هذا الهدف الحيوي بالنسبة للدولة، على أحسن الخبراء والكفاءات الوطنية ومكاتب الدراسات دولياً.

ويهدف تسريع وتيرة التحول الرقمي الذي يعبر خطه، وفق ما أعلن الرئيس خلال لقائه الدوري مع وسائل الإعلام، عن قروب استحداث المحافظة السامية للرقمنة التي ستكون تابعة لرئاسة الجمهورية،

تتمثل لها من الصلاحيات ما يكفي لتنفيذ التزامات الرئيس في شقها المتعلقة بالرقمنة، حيث ينتظر أن تسند إليها مسؤوليات إعداد إستراتيجية مدروسة للتحول الرقمي في مختلف مؤسسات الدولة، وهو الهدف الذي يعمل الرئيس جاهداً لتحقيقه في تجسيد لقوله إن "الرقمنة ستطلق بالآرادة أو بالقوة".

استعمال واستخدام الأدوات والتطبيقات الرقمية. يردف الخبير الاقتصادي - ولكن يتعلّق بتحسين جوهرى وعميق للمنظومة القانونية لمواكبة التحولات التي تفرضها التكنولوجيات الحديثة في هذا المجال، وإصلاح شامل لنظام الحوكمة والتسيير والإنتاج ومعالجة ظاهرة مقاومة التغيير، وفي نفس الوقت تمكين الكفاءات وأصحاب الخبرة من أخذ زمام المبادرة وإقرار الخيارات التكنولوجية الواجب اتخاذها وتنفيذها.

من جهته، يوضح الخبير الاقتصادي، الدكتور هواري تيفريسي، أن الجزائر عانت في مراحل سابقة من مشاكل مرتبطة بالمقار الذي يعتبر أحد الشروط الأساسية لنجاح العملية الاستثمارية، وعليه فرقمنة مؤسسة أملاك الدولة من شأنها أن توفر حلول ناجمة بالنسبة لطلبات الرخص والعقود بمختلف أنواعها، علاوة على ضمان الشفافية التامة في مسألة تسجيل ومسح الممتلكات. ويردّف المتحدث قائلًا، إن رقمنة مصالح أملاك الدولة ستسمح بتوفير

من جانب آخر، أتى القانون الجديد المحدد لشروط منح العقار الاقتصادي التابع لأملاك الدولة الموجه لإتجاز مشاريع استثمارية بآليات جديدة تهدف إلى تحرير كلي للاستثمار من المسار الإداري، وإرساء أكثر شفافية وسرعة في معالجة طلبات الحصول على العقار الاقتصادي، حيث يشترط للحصول على المقار الاقتصادي التسجيل المسبق من طرف المستثمر لطلبه عن طريق المنصة الرقمية للمستثمر المسيرة من طرف الوكالة الوطنية لترقية الاستثمار، كما سيكون بإمكان المستثمرين عبر المنصة الرقمية للمستثمر الاطلاع على كل المعلومات الخاصة بالوفرة العقارية، وهو الإجراء الذي من شأنه أن ينهي الممارسات السابقة التي خلت من الشفافية في منح العقار.

رئيس الجمهورية حذر من التماطل وأهل الإدارات لتنفيذ الرؤية

لا تراجع.. الرقمنة بالإرادة أوبالقوة

- أملاك الدولة.. حجر الزاوية في المشهد الاقتصادي
- استكمال برنامج رقمنة إدارة أملاك الدولة قبل نهاية سبتمبر
- تسهيل الوصول إلى البيانات المتعلقة بالعقار والأملاك الوطنية

مسألة التحول من الإدارة التقليدية التي تعتمد على أسلوب نمط تقليدي في التسيير الإداري، إلى استعمال التكنولوجيا وممكناتها في التسيير قصد الوصول إلى إدارة إلكترونية حديثة ومتكاملة، أصبحت خياراً واضحاً لا رجوع عنه، ولقد لمس المواطن الجزائري - في الواقع المعيش - ما يمكن أن يوفره تعميم الرقمنة من فاعلية في رفع كفاءة الأداء وسرعة الإنجاز وخفض التكاليف من خلال التغيير والتحديث في الجوانب الإدارية المختلفة، وبعد أن شهدت البدايات شيئاً من التراخي، غير أن الأيام قذمت البراهين على أن الإدارة الإلكترونية خيار لا بد منه من أجل الاهتمام أكثر بواقع الخدمة العمومية في الجزائر والانتقال بها من المرحلة التقليدية إلى العصرية، وأن ذلك لن يتأتى إلا بمواكبة التطور السريع لتقنية المعلومات والاتصالات وتدفعاتها بفضل ما تمنحه شبكات المعلومات المتاحة بما يؤدي إلى تطوير أسلوب التسيير الإداري وتحسين مستوى أعمال الإدارة وضمان جودة خدماتها. ولقد منح رئيس الجمهورية مهلة ستة أشهر كي يتحقق الواقع الرقمي، والمهلة تكتمل مع نهاية سبتمبر المقبل، ما دعا وزير المالية، عزيز فايد إلى التذكير بضرورة الالتزام، والحرس على رقمنة أملاك الدولة، بحكم أنها حجر الزاوية في العملية الاقتصادية برمتها.

إن التطور المذهل في المجتمعات المتقدمة أدى إلى ظهور الإدارة الإلكترونية التي تواجدت من أجل أداء أفضل، منها تبسيط الإجراءات التخلص من البيروقراطية وإعادة النظر في علاقة المواطن بالإدارة لتقديم خدمات له وقتما شاء وأينما تواجدت هي طريقة من الطرق الجديدة لتطوير العمل الإداري والرقمي به في مجالات عديدة، ولم يعد في الامكان أن يلتقي أحد وراء ظهره هذا الواقع، لأن الانتقال من الإدارة التقليدية إلى الإدارة الإلكترونية حتمية لا يمكن تلادها من أجل الاستعادة من منجزات التقنيات لتوفير الوقت والجهد وإرساء الثقة.

مراقبة فعّالة ومكافحة شاملة للفساد



تتواصل الجهود المبذولة في الجزائر لضمان استكمال مشروع الرقمنة الشاملة وتحويله من هدف إلى واقع، وذلك تنفيذًا لتوجيهات رئيس الجمهورية الذي أمر باستكمال العمل على المشروع في فترة لا تتجاوز الستة أشهر.

علي مجالدي

ويعتبر هذا المشروع الضخم حجر الزاوية الذي شمل جميع قطاعات الإدارة والاقتصاد في البلاد، بما في ذلك رقمنة أملاك الدولة. تأكيداً على هذه الأهمية، أكد وزير المالية، عزيز فايد، الأسبوع الماضي، ضرورة إتمام برنامج رقمنة إدارة الأملاك الوطنية قبل انتهاء شهر سبتمبر المقبل. وقد شدد على أن هذا البرنامج يمتلك أهمية كبيرة في تعزيز كفاءة العمليات وتحسين جودة الخدمات في قطاع العقارات. وتعتبر رقمنة أملاك الدولة والأوعية العقارية جزءاً أساسياً من جهود تعزيز التنمية الاقتصادية ومكافحة الفساد بالجزائر. وتقدم هذه العملية مجموعة من المزايا التي تؤثر بشكل إيجابي على الاقتصاد والمجتمع، ومن أهم هذه الفوائد:

تحسين الشفافية ومكافحة الفساد

إن عملية رقمنة أملاك الدولة تقلل من فرص التزوير والتلاعب في وثائق الملكية والمعاملات العقارية. بفضل تقنيات التشفير وقواعد البيانات المركزية، حيث يصبح من الصعب تزوير البيانات والمستندات.. هذا يسهم في خفض مستويات الفساد المرتبط بشراء وبيع الأملاك العقارية أو منحها لأشخاص لا يستحقون ذلك، وكذلك يحسن من الجبابة

الضريبية على العقارات.

تسهيل العمليات العقارية

من خلال رقمنة أملاك الدولة، يمكن تبسيط وتسريع العمليات العقارية مثل نقل الملكية والتصاريح البنائية. وهذا يتيح للمستثمرين والمواطنين إتمام المعاملات بسهولة أكبر وبأقل تكلفة زمنية ومالية، ما يشجع على الاستثمار ويدعم النمو الاقتصادي، في البلاد كما أن هذه الخطوة من شأنها أن تقلل من البيروقراطية الإدارية بشكل كبير.

جذب الاستثمارات

البيئة العقارية المنظمة والشفافة تعزز من ثقة المستثمرين وتشجع على زيادة التدفقات الاستثمارية، لاسيما معالجة مشكلة العقار الصناعي في الجزائر والذي تسبب إحصائياته الدقيقة. وعندما يكون النظام العقاري - الصناعي منه خاصة - مرتبطاً بقواعد بيانات موثوقة ومحدثة، يمكن للمستثمرين البحث عن فرص استثمارية بسهولة واتخاذ قرارات مستنيرة، وحينها تصبح الإدارة الرقمية وسيلة لتسريع النمو وليس كابحاً له، وهذا ما أشار إليه رئيس الجمهورية في أكثر من مرة حينما شدد على ضرورة استكمال مشروع الرقمنة خاصة أملاك الدولة.

تعزيز الشمول المالي والاجتماعي

رقمنة أملاك الدولة تساعد على توفير بيئة أكثر شمولاً مالياً واجتماعياً، حيث يصبح من السهل توثيق حقوق الملكية والوصول إلى الائتمان من قِبل الأفراد والشركات الصغيرة والمتوسطة، وهذا المشروع بكل تأكيد سوف يتكامل مع مشروع الشمول

المالي الذي أقرته الجزائر من خلال رقمنة كلية للتحويلات المالية وكذلك الحسابات، وتوفير سبل جديدة للاقتراض من بينها الصيرفة الإسلامية والتي شهدت زيادة في الطلب على منتجاتها خلال السنة الحالية. وبموجب مشروع رقمنة أملاك الدولة، سيفرض على الأشخاص المعنيين إعداد وتوثيق العقود، ضرورة إدراج رقم التعريف الوطني والرقم الجبائي بشكل إلزامي في جميع العقود، ويأتي هذا الإجراء بهدف ضمان تطابق المعلومات المسجلة والوثائق العقارية العامة.

ووفقاً لتقديرات العديد من الخبراء، يترتب على رقمنة العقود وتسجيل أملاك الدولة في قطاع العقار، العديد من الفوائد التي لا تعد ولا تحصى... تشمل هذه الفوائد، بشكل عام، تقليل مظاهر الفساد والتلاعب في مختلف أصناف العقارات، سواء كان ذلك في المجالات الصناعية أو التجارية أو السياحية.

بالإضافة إلى ذلك، يُظهر التطبيق الشامل للرقمنة على أملاك الدولة أثراً إيجابياً على تقليل ممارسات التلاعب في السكن الاجتماعي المدعوم من قِبل الدولة، وكذلك في مجمل الصيغ المدعومة الأخرى. يأتي ذلك في ضوء الواقع الذي يشهد تورط العديد من الأفراد في استغلال الفرص بطرق غير قانونية سواء من خلال تكرار الاستفادة أو عبر تطبيق استراتيجيات مختلفة للاستفادة من الدعم المقدم من الدولة بطرق تحايلية.

وإلى جانب ذلك، ستكون قواعد البيانات الرقمية أداة فعّالة لمنح العقارات بمختلف أنواعها للمستثمرين الحقيقيين، بما سيسهم في تحقيق عملية منح عقارية أكثر شفافية وشمولاً، بالإضافة إلى أن هذه القواعد ستكون آلية جديدة وفعّالة لتقليل البيروقراطية الإدارية بأشكالها المتعددة، ما سيساهم في تحسين سير العمليات الإدارية بشكل كبير.

تأتي كمرحلة ضرورية في مسار الرقمنة الشاملة رقمنة أملاك الدولة.. خطوة التكامل مع الإصلاحات الاقتصادية

تعمل الجزائر وفق إستراتيجية رئيس الجمهورية السيد عبد المجيد تبون، على رقمنة مختلف المصالح العمومية الاستراتيجية في قطاع المالية، من أملاك الدولة، ضرائب وجمارك، لتواكب هاته المصالح ديناميكية الإصلاحات الحالية المتعلقة بالاستثمار وتطوير النظام المالي وتجويد مناخ الصفقات العمومية وغيرها من قوانين محدثة لتحقيق السرعة والشفافية والشمول الفعال في تسيير هاته المصالح العمومية التي تعدّ عصب التنظيم ومالية الدولة والحاضنة الكبرى لأي تحوّل اقتصادي فعال في الجزائر الجديدة.

بوشر فيهما ولازال قيد التطوير والتحسن.

وبالنظر لأهمية العقار الاقتصادية والقانونية - يؤكد محدثنا - أنه من شأن رقمنة المعاملات والوثائق من خلال منصة شاملة أن يقضي على بطء الإجراءات العقارية ويسهل العمل على كل الأطراف ذات المصلحة والصلة، كما من المنتظر أيضا أن يتضمن هذا المشروع وضع آلية جديدة ومبسطة لتمكين المالكين والحائزين على الأملاك لتسويتها وحصولهم على الدفاتر العقارية وهو تفصيل دقيق وضروري وغاية في الأهمية يتطلب الاستعانة بخبراء متخصصين ومكاتب خبرة دولية. كما يجب الإشارة إلى أن الهدف من الرقمنة ليس فقط تحديث وعصرنة المعاملات الإدارية التي تعتبر أمرا ضروري وتحصيل حاصل في مثل هكذا مشروع، بل تتعدى الأهمية إلى كونها قضية أمن قومي وخدمة للمصالح العام، ما يتطلب العمل وفقا لأولويات على رأسها التحديد الدقيق لأملاك الدولة وأملاك الأفراد.

الأجهزة المعنية والنتائج المنتظرة

يوضح الدكتور سيف الدين قحايرية، أن الحديث عن أملاك الدولة يعني أن أولى الأجهزة المعنية هي المديرية العامة لأملاك الدولة والحفظ العقاري، المحافظات العقارية ومفتشيات أملاك الدولة، إلا أن في الحقيقة هاته المصالح ليست هي الوحيدة المعنية بهذا المشروع حيث يمس أيضا جهازي الجمارك واستمرارية الرقمنة الضريبية بالنظر إلى ارتباطها بأملاك الدولة وضرورة تناسق وتيرة الرقمنة التي هي مشروع شامل للدولة، حيث ينتظر أن تساهم الرقمنة في تحديث وإصلاح هياكل تسيير أملاك الدولة وكذا استعادة كل من المالك العام والعقار دورهما الاقتصادي المنوط بهما، كما ستساهم أيضا في تطوير وسائل اتصال المديرية العامة للأملاك الوطنية بشركائها المختلفين سواء كانوا تقليديين من موثقيين، مهندسين وخبراء عقاريين أو مستعملين مثل المصالح العمومية، المؤسسات والشركات العمومية والمواطنين وغيرهم، بالتالي تحقيق مسعى هام ورئيسي هو تحسين أداء الخدمة العمومية. كما من المنتظر..

سيف الدين قداش

يوضح أستاذ الاقتصاد الدكتور سيف الدين قحايرية، أن الحكومة الجزائرية باشرت منذ سنتين عملية رقمنة مست عديد القطاعات والتي في أغلبها كان تأثيرها ملموسا في مرحلة ابتدائية على الأقل والتي يمكن أن نذكر منها الرقمنة الضريبية من خلال مشروع "جبايتك" و"مساھمتك" وكذا مشروع رقمنة الإدارات العمومية الذي مازال بصدد التطبيق التدريجي والتحسين، وفي إطار مواصلة إجراءات الرقمنة تم الانطلاق شهر ماي الماضي في مشروع رقمنة أملاك الدولة والذي حددت له فترة ما يقرب ستة أشهر لتطبيقه بشكل كلي أي نهاية شهر سبتمبر ٢٠٢٣، وهو ما أعلن عنه وزير المالية نهاية هذا الأسبوع، حيث يعتبر هذا المشروع في غاية الأهمية من الناحية الاقتصادية والقانونية وهو بمثابة حلقة وصل لإنجاح حتى إصلاحات أخرى تم تطبيقها مثل قانون الاستثمار الجديد ومشاريع الرقمنة الإدارية والجباية، بالنظر لما ينتظر منه من تبسيط للإجراءات وإضفاء للشفافية.

أهمية رقمنة أملاك الدولة ومتطلباتها

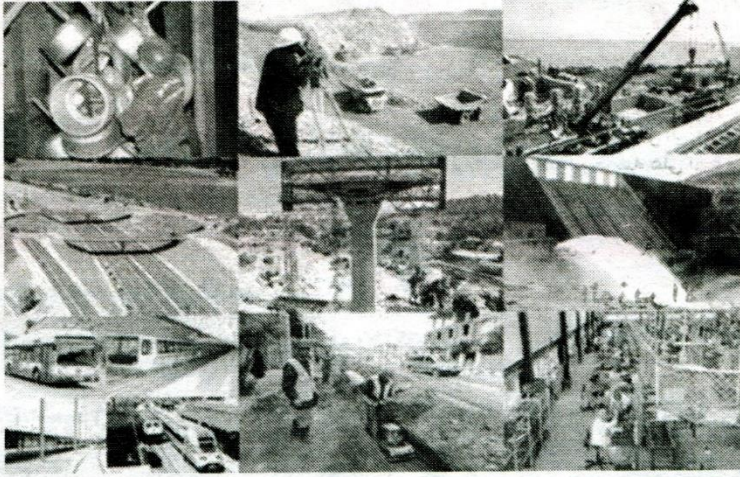
وحسب قحايرية، فإن من شأن تجسيد مشروع هام كرقمنة الإدارات العمومية ومختلف القطاعات عامة وأملاك الدولة بشكل خاص أن يعود بالإيجاب على الاقتصاد الوطني وتعاملات المواطنين ومختلف المتعاملين الاقتصاديين والمستعملين على حدّ سواء، حيث أن وضع منصة رقمية شاملة لعصرنة إدارة أملاك الدولة والحفظ العقاري ومسح الأراضي ستساهم في تبسيط الإجراءات والرفع من نوعية الخدمة العمومية المقدمة للأفراد والمؤسسات من خلال أدوات رقمية عصرية. من جهة أخرى تكمن الأهمية البالغة لرقمنة أجهزة وأملاك الدولة بالإضافة إلى تسهيل التعاملات والإجراءات، إلى إضفاء الشفافية وخلق مناخ مشجع على الاستثمار المحلي والأجنبي، وهو ما يتطلب تقنيات ومنصة رقمية توفر المعلومات وتحينها وتختصر المسافة والوقت والجهد على المستثمرين، إضافة إلى التقليل من المشاكل العديدة التي تعترض المواطن والمستثمر ما يتطلب رقمنة العقود الإدارية وهي العملية التي

سياسات تنموية واضحة وإستراتيجية قطاعية طموحة الجزائر.. إقلاع إقتصادي بالسرعة القصوى

■ آليات استثمار جديدة وتدابير واضحة لتحسين مناخ الأعمال

تشهد الجزائر أولى الخطوات نحو الإقلاع الاقتصادي من خلال انتهاج سياسات تنموية واضحة وإستراتيجية قطاعية طموحة وآليات جديدة للاستثمار تعززت بمنظومة رقمية تسمح بمعرفة سيرورة كل المؤشرات الخاصة بتسيير الاستثمار وإعداد مخطط تسيير مبني على الاستشراف وتسهيل الاستثمار وتذليل وتبسيط العقبات وتحقيق الشفافية بعيدا عن جميع الحواجز والعراقيل البيروقراطية.

صونيا طيبة



حرص رئيس الجمهورية على تفعيل عجلة الاستثمار وإيجاد الحلول الكفيلة بإزالة العراقيل أمام الاستثمارات المنتجة في مختلف القطاعات ورفع الرهانات من أجل بناء اقتصاد متنوع وعصري قادر على مواجهة التحديات الراهنة وتحقيق قفزة نوعية في مجال الاستثمارات المربحة وتنويع الاقتصاد الوطني ضمن رؤية شاملة تساهم في تحويل الجزائر إلى قطب استثماري بالمنطقة الإفريقية من خلال رسم خطة دقيقة لترقية الاستثمار وتسهيل مناخ الأعمال وتوفير بيئة أكثر جاذبية للاستثمارات الأجنبية.

ويتجسد حرص رئيس الجمهورية في مواصلة سياسة النهوض بالاقتصاد الوطني من خلال البحث عن مخارج تسمح بتوفير كل الإمكانيات والظروف لترقية الاستثمار تجسيدا لتعهداته بحماية الاستثمارات وتحسين مناخ الأعمال في البلاد بإعادة النظر في جميع القوانين ذات الصلة بالاستثمار من خلال ضمان الأمن القانوني لمرافقة المستثمرين بما يتماشى مع متطلبات الحركة التجارية الراهنة محليا ودوليا في إطار التزامه بالدفع بالرؤية الإيجابية لتطبيق سياسة اقتصادية ناجمة وتحرير المبادرات من عوائق ونقل الإجراءات.

وساهمت السياسة الجديدة التي انتهجتها الحكومة تطبيقا لبرنامج رئيس الجمهورية بتبوء الجزائر مكانة اقتصادية هامة وتحقيق تنمية شاملة جعلت منها وجهة استثمارية واعدة ومتطورة في مجال التدفقات الاستثمارية المرتبطة بمناخ الأعمال الجديد الذي يعد مشجعا رئيسيا لجلب المستثمرين المحليين والأجانب، إذ حقق الاستثمار في الجزائر خطوات كبيرة تجسدت من خلال وضع آليات استثمار جديدة وتدابير واضحة لاستقطاب عدد أكبر من المستثمرين المحليين والأجانب.

ورسمت السلطات العليا للبلاد خطة دقيقة للدفع بعجلة التنمية الاقتصادية للتحرر التدريجي من تبعية قطاع المحروقات في الدخل الاقتصادي العام من خلال إعطاء الأولوية لوضع إستراتيجية استثمارية جديدة من شأنها أن تساهم في تحقيق انتماش

استثنائي للاقتصاد الوطني، ومن بين الآليات الجديدة قانون الاستثمار الذي يسمح في إضفاء دفعا كبيرا للحركية الاقتصادية بالنظر للمزايا والتحفيزات التي جاء بها والتي تتماشى مع تطلعات المستثمرين سواء كانوا محليين أو أجانب.

وتعزز الاقتصاد الوطني بقوانين جديدة خاصة بالاستثمار بتدابير وتحفيزات و ضمانات قانونية من شأنها الدفع بعجلة الاقتصاد الوطني وترقية نشاط القاعدة الإنتاجية من خلال تحسين مناخ الأعمال في الجزائر وتعزيز جاذبية الاستثمار في مختلف القطاعات، خاصة منها التي تعد الأكثر جذبا للاستثمارات تصدرها الصناعة والفلاحة والبناء والأشغال العمومية وقطاع النقل والخدمات في إطار السعي لبناء منظومة اقتصادية قوية تمكن الجزائر بأن تصبح قطب استثماري الأول في إفريقيا والبحر الأبيض المتوسط.

كما ساهمت المنظومة الرقمية للاستثمار في القضاء على المشاكل التي كانت تواجه المتعاملين الاقتصاديين الجزائريين والأجانب الراغبين في الاستثمار عبر تذليل وتبسيط العقبات وضمان شفافية الإجراءات الواجب تنفيذها وشكليات فحص ملفات المستثمرين ومعالجتها وتمكين المستثمرين من متابعة مدى تقدم الملفات الاستثمارية عن بعد، بشكل يساعد على تحسين مناخ الاستثمارات ومحيط المؤسسات من خلال توفير بيئة قانونية جاذبة للاستثمار تتزامن مع طلب الجزائر الانضمام

إلى مجموعة «بريكس» ويرأي خبراء في الاقتصاد فإن رقمنة الاستثمار وإرساء نظام معلوماتي يعد أداة فعالة لتسهيل كل الإجراءات الخاصة بالاستثمار وبوابة حقيقية للترويج للاستثمار وجلبه على نطاق أوسع، بالإضافة إلى المساهمة في تسهيل الإجراءات في إطار يضمن السرعة والنجاعة والمرونة في الإنجاز وتوفير كل المعلومات اللازمة وبالأخص فرص الاستثمار في الجزائر والإطلاع على التحفيزات والمزايا المرتبطة بالاستثمار تعزيزا لمناخ الأعمال وكذا تعافيه من مختلف العراقيل الإدارية التي تقف في وجه المستثمر خاصة البيروقراطية التي حالت دون إنجاز العديد من المشاريع الاقتصادية.

وتعد الوكالة الجزائرية لترقية الاستثمار من الهيئات الفاعلة في تحقيق التنمية الاقتصادية من خلال إشرافها ومتابعتها لمختلف الاستثمارات في البلاد خاصة وأن قانون الاستثمار الجديد منحها دور المروج الحقيقي والمرافق للاستثمارات من خلال خلق منصة رقمية للمستثمر كآلية جديدة لمرافقة المستثمرين وتسيير حافظة المزايا والأنظمة التحفيزية وذلك في إطار الإصلاحات التنظيمية والتشريعية المرتبطة بالاستثمار والتي تهدف إلى إعطاء دفعا قويا للحركية والجاذبية الاقتصادية وتنويع الاستثمار المحلي والأجنبي وزيادة حجم المشاريع الاستثمارية في إطار تطوير مناخ داعم للاستثمار.

همزة وصل تربط بين الطرفين .. الوكالة الجزائرية لترقية الاستثمار: «بورصة الشراكة».. فضاء جديد لفائدة المستثمرين

أجانب على الوكالة. وتتوقع الوكالة أن تتضاعف وتيرة تسجيل المشاريع لديها ثلاث مرات بعد صدور القانون المحدد لشروط وكيفيات منح العقار الاقتصادي التابع للأموال الخاصة للدولة والموجه لإنجاز مشاريع استثمارية. وأوضح ركاش أنه ينتظر أن يصل معدل المشاريع الاستثمارية المسجلة لدى الوكالة إلى 1000 مشروع شهريا، بعد صدور قانون العقار الاقتصادي، مقابل 350 حاليا. وأضاف أن «الكثير من الشركات الكبرى أبدت اهتمامها بالاستثمار في الجزائر، وهي تنتظر دخول قانون العقار الاقتصادي حيز التنفيذ».

توقعات ببلوغ 10 آلاف مشروع مسجل مطلع 2024

وفي الفترة بين نوفمبر 2022 (تاريخ بدء نشاط الوكالة) و31 يوليو 2023 بلغ عدد المشاريع المسجلة على مستوى الشبائيك الوحيدة اللامركزية والشبائك الوحيد للمشاريع الكبرى والاستثمارات الأجنبية 3120 مشروعا، بقيمة إجمالية تفوق 1731 مليار دج، وهو عدد مرشح لأن يرتفع إلى 10 آلاف مشروع مطلع السنة المقبلة، وهذا بفضل صدور قانون العقار الاقتصادي. وتتضمن هذه الحصيلة 3054 مشروعا مسجلا من قبل مستثمرين محليين، أي ما يمثل 97,8 بالمائة من إجمالي المشاريع المسجلة، وبقيمة تفوق 896 مليار دج، من شأنها استحداث أزيد من 70 ألف منصب شغل.

ومن بين هذه المشاريع المحلية نجد 17 استثمارا في «مشاريع كبرى»، حسب الحصيلة ذاتها. وإلى جانب المشاريع المحلية، سجلت الوكالة 66 مشروعا ما بين شراكة محلية-أجنبية (41 مشروع) ومشاريع أجنبية مباشرة (25 مشروع)، بقيمة إجمالية تفوق 834 مليار دج، ستسمح باستحداث حوالي 9 آلاف منصب شغل. وتتوزع الاستثمارات الأجنبية المسجلة بين العديد من الجنسيات من القارات الخمس في مقدمتها تركيا بـ 25 مشروعا، والصين بـ 11 مشروعا. إضافة إلى ذلك، أوضح المسؤول ذاته أن الوكالة سجلت إيداء حوالي 100 شركة أجنبية أخرى من مختلف القارات نيتها الاستثمار في الجزائر، «من بينها شركات دولية كبرى، وهناك من هي في مراحل متقدمة».

أما بالنسبة لأكثر القطاعات استقطابا للاستثمارات، حل قطاع الصناعة في المقدمة بـ 1595 مشروعا، ما يمثل 51 بالمائة من إجمالي المشاريع المسجلة بالوكالة، حيث تبلغ قيمة هذه المشاريع أزيد من 1330 مليار دج، وينتظر أن تستحدث حوالي 50 ألف منصب شغل. وحل قطاع البناء والأشغال العمومية والري في المرتبة الثانية بـ 462 مشروعا، متبوعا بكل من قطاعات النقل، 455، الفلاحة، 198، الخدمات، 192، السياحة 124 والصحة بـ 94 مشروعا.

تستعد الوكالة الجزائرية لترقية الاستثمار لإطلاق «بورصة الشراكة»، عبر منصتها الرقمية، وذلك لتسهيل التواصل بين المستثمرين، سواء الجزائريين أو الأجانب، لتمكينهم من إقامة مشاريع مشتركة، حسب ما أفاد به المدير العام للوكالة، عمر ركاش.

أوضح ركاش أن هذا المشروع «الطموح» هو عبارة عن آلية يعلن من خلالها المستثمرون، سواء المحليون أو الأجانب، عن رغبات الشراكة، فيما ستكون الوكالة همزة وصل تربط بين الطرفين للمساعدة في تجسيد المشاريع المقترحة.

ومن شأن هذه البورصة «خلق حركية» في مجال الاستثمار، لأنها ستسهل الربط بين المستثمرين، حسب المسؤول الذي أكد بأن التجارب الاستثمارية الناجحة التي تنطلق من «بورصة الشراكة» ستحظى بالترويج من طرف الوكالة.

ويخصوص موعد إطلاق هذه الخدمة، أوضح ركاش أن ذلك سيكون بعد صدور القانون المحدد لشروط وكيفيات منح العقار الاقتصادي التابع للأموال الخاصة للدولة والموجه لإنجاز مشاريع استثمارية. وعموما، أكد ركاش أنه يجري العمل على تطوير المنصة الرقمية التي اقتصر العمل فيها في البداية على تسجيل المشاريع، حيث ستشمل كل الخدمات المرتبطة بالاستثمار.

فضلا عن إطلاق «بورصة الشراكة»، سيتم أيضا فتح خدمة الاطلاع على عروض العقار الاقتصادي وطلبها عبر منصة الوكالة، وذلك بعد صدور قانون العقار الاقتصادي.

ويفضل التحسينات التي ستعرفها المنصة الرقمية، وكذا تبادل المعلومات مع مصالح الجمارك والمديرية العامة للضرائب، «ستتمكن الوكالة الجزائرية لترقية الاستثمار مستقبلا من تحديد، بصفة أنية، المشاريع التي بدأت الاستفادة من الامتيازات، وكذا نسبة تقدمها، وعدد مناصب العمل التي تم استحداثها فعليا»، حسب المسؤول. ولفت ركاش إلى أن البروتوكول الموقع بين الوكالة والمديرية العامة للضرائب، مطلع شهر يونيو الماضي، سمح بتسهيل تبادل المعلومات بين الطرفين لمراقبة المزايا الضريبية، في حين «يجري التواصل مع مصالح الجمارك بهدف التشغيل البيئي للأنظمة المعلوماتية، والأمر ذاته بالنسبة لمصالح وزارة العمل والتشغيل والضمان الاجتماعي».. من جهة أخرى، أكد ركاش على أهمية الدور الذي تلعبه الدبلوماسية الاقتصادية في استقطاب عدة شركات أجنبية للاستثمار في الجزائر. وأوضح في هذا الإطار أن «السفارات الجزائرية تحركت بشكل كبير للتعريف بفرص الاستثمار في الجزائر والامتيازات التي يقدمها قانون الاستثمار الجديد».

كما أشاد بالدور الذي يلعبه المفكرون في جلب الاستثمارات إلى الجزائر، لاسيما من خلال إقامة مشاريع بالشراكة مع أجانب، أو اقتراح مستثمرين

صدور القانون المحدد لشروط وكيفيات منح العقار الاقتصادي قريبا.. ركاش:

شركات كبرى مهتمة بالاستثمار في الجزائر

- - "بورصة الشراكة" لتسهيل التواصل بين المستثمرين قريبا
- - خدمة جديدة للاطلاع على عروض العقار وطلبها عبر المنصة
- - السفارات تحركت بشكل كبير للتعريف بفرص الاستثمار في الجزائر
- تضاعف وتيرة تسجيل المشاريع بعد صدور قانون العقار الاقتصادي

كشف المدير العام للوكالة الجزائرية لترقية الاستثمار، عمر ركاش، عن الاستعداد لإطلاق "بورصة الشراكة" عبر المنصة الرقمية للوكالة، بغرض تسهيل التواصل بين المستثمرين، سواء الجزائريين أو الأجانب، وتمكينهم من إقامة مشاريع مشتركة.

كمال.ع / أوج

استقطاب عدة شركات أجنبية للاستثمار في الجزائر. وأوضح في هذا الإطار أن "السفارات الجزائرية تحركت بشكل كبير للتعريف بفرص الاستثمار في الجزائر والامتيازات التي يقدمها قانون الاستثمار الجديد"، كما أشاد بالدور الذي يلعبه المغتربون في جلب الاستثمارات إلى الجزائر، لاسيما من خلال إقامة مشاريع بالشراكة مع أجانب، أو اقتراح مستثمرين أجانب على الوكالة.

وتتوقع الأخيرة أن تتضاعف وتيرة تسجيل المشاريع لديها ثلاث مرات بعد صدور القانون المحدد لشروط وكيفيات منح العقار الاقتصادي التابع للأمولاك الخاصة للدولة، والموجه لإنجاز مشاريع استثمارية، حيث أوضح ركاش أنه ينتظر وصول معدل المشاريع الاستثمارية المسجلة لدى الوكالة إلى 1000 شهريا، بعد صدور قانون العقار الاقتصادي، مقابل 350 حاليا، معلنا أن "الكثير من الشركات الكبرى أبدت اهتمامها بالاستثمار في الجزائر، وهي تنتظر دخول قانون العقار الاقتصادي حيز التنفيذ".



ولفت ركاش إلى أن البروتوكول الموقع بين الوكالة والمديرية العامة للضرائب، مطلع شهر جوان الماضي، سمح بتسهيل تبادل المعلومات بين الطرفين لمراقبة المزايا الضريبية، في حين "يجري التواصل مع مصالح الجمارك بهدف التشغيل البيئي للأنظمة المعلوماتية، والأمر ذاته بالنسبة لمصالح وزارة العمل والتشغيل والضمان الاجتماعي". من جهة أخرى، أكد المتحدث على أهمية الدور الذي تلعبه الدبلوماسية الاقتصادية في

الاقتصادي وطلبها عبر منصة الوكالة، وذلك بعد صدور قانون العقار الاقتصادي. ويفضل التحسينات التي ستعرفها المنصة الرقمية، وكذا تبادل المعلومات مع مصالح الجمارك والمديرية العامة للضرائب، "ستتمكن الوكالة الجزائرية لترقية الاستثمار مستقبلا من تحديد المشاريع التي بدأت الاستفادة من الامتيازات، وكذا نسبة تقدمها، وعدد مناصب العمل التي تم استحداثها فعليا بصفة آنية".

أوضح ركاش في حوار لوكالة الأنباء الجزائرية، أن هذا المشروع "الطموح" عبارة عن "آلية" يعلن من خلالها المستثمرون عن رغبات الشراكة، فيما ستكون الوكالة همزة وصل تربط بين الطرفين للمساعدة في تجسيد المشاريع المقترحة. ومن شأن هذه البورصة "خلق حركية" في مجال الاستثمار، لأنها ستسهل الربط بين المستثمرين، حسب المسؤول الذي أكد بأن التجارب الاستثمارية الناجحة التي تنطلق من "بورصة الشراكة" ستحظى بالترويج من طرف الوكالة.

وأكد أن موعد إطلاق هذه الخدمة، سيكون بعد صدور القانون المحدد لشروط وكيفيات منح العقار الاقتصادي التابع للأمولاك الخاصة للدولة والموجه لإنجاز مشاريع استثمارية، مشيرا إلى أن العمل جار على تطوير المنصة الرقمية التي اقتصر في البداية على تسجيل المشاريع، حيث ستشتمل كل الخدمات المرتبطة بالاستثمار. فضلا عن إطلاق "بورصة الشراكة"، سيتم أيضا فتح خدمة الاطلاع على عروض العقار

استحداث 70 ألف منصب شغل جديد في 2024

■ 10 آلاف مشروع جديد السنة المقبلة بفضل قانون العقار الاقتصادي

■ 66 مشروعاً ما بين شراكة محلية - أجنبية وأجنبية مباشرة

■ 600 مشروع استفاد من تمديد استثنائي لمقرر منح المزايا للإنجاز

شغل، و581 مشروع في الجنوب ستستحدث حوالي 9 آلاف منصب شغل. من جهة أخرى، كشف ركاش أن أزيد من 600 مشروع استثماري استفاد من تمديد استثنائي لمقرر منح المزايا لفترة الانجاز، وذلك بعد انتهاج مقارنة تتمثل في تقديم المستثمر لتقرير مفصل حول سبب تأخر تجسيد المشروع، قبل قيام اللجنة المتخصصة بمعاينة ميدانية للمشروع، وتقديم المستثمر لالتزام بإكمال المشروع في حدود المدة التي منحت له، "وهي المقاربة التي سمحت بتجسيد العديد من المشاريع".

مليار دينار، وينتظر أن تستحدث حوالي 50 ألف منصب شغل. وحل قطاع البناء والأشغال العمومية والري في المرتبة الثانية بـ462 مشروع، متبوعاً بكل من قطاعات النقل (455 مشروع)، الفلاحة (198 مشروع)، الخدمات (192 مشروع)، السياحة (124 مشروع) والصحة بـ94 مشروعاً. وبخصوص توزيع المشاريع المسجلة على مختلف المناطق، فسجل 1612 مشروع في الشمال يتوقع منها أن تستحدث أزيد من 48 ألف منصب شغل، 927 مشروع في الهضاب العليا بأزيد من 22 ألف و500 منصب

المسجلة بين العديد من الجنسيات من القارات الخمس في مقدمتها تركيا بـ25 مشروعاً، والصين بـ11 مشروعاً، إضافة إلى ذلك، أوضح المسؤول أن الوكالة سجلت إبداء حوالي 100 شركة أجنبية أخرى من مختلف القارات نيته الاستثمار في الجزائر، "من بينها شركات دولية كبرى، وهناك من هي في مراحل متقدمة".

أما بالنسبة لأكثر القطاعات استقطاباً للاستثمارات، حل قطاع الصناعة في المقدمة بـ1595 مشروعاً، ما يمثل 51 بالمائة من إجمالي المشاريع المسجلة بالوكالة، حيث تبلغ قيمة هذه المشاريع أزيد من 1330

كشفت المدير العام للوكالة الجزائرية لترقية الاستثمار، عمر ركاش، أن عدد المشاريع المسجلة على مستوى الشبائيك الوحييدة اللامركزية والشبائيك الوحيد للمشاريع الكبرى والاستثمارات الأجنبية بلغ 3120 مشروع، خلال الفترة الممتدة بين نوفمبر 2022 و31 جويلية 2023، بقيمة إجمالية تفوق 1731 مليار دينار، وهو عدد مرشح لأن يرتفع إلى 10 آلاف مشروع مطلع السنة المقبلة بفضل صدور قانون العقار الاقتصادي.

كمال.ع / وأج

أشار المصدر ذاته إلى أن هذه الحصيلة تتضمن 3054 مشروع مسجل من قبل مستثمرين محليين، أي ما يمثل 97,8 بالمائة من إجمالي المشاريع المسجلة، وقيمة تفوق 896 مليار دينار، من شأنها استحداث أزيد من 70 ألف منصب شغل، ومن بين هذه المشاريع المحلية نجد 17 استثماراً في "مشاريع كبرى".

وإلى جانب المشاريع المحلية، سجلت الوكالة 66 مشروعاً ما بين شراكة محلية-أجنبية (41 مشروعاً) ومشاريع أجنبية مباشرة (25 مشروعاً)، بقيمة إجمالية تفوق 834 مليار دينار، ستسمح باستحداث حوالي 9 آلاف منصب شغل. وتتنوع الاستثمارات الأجنبية

توسيع الشبكة بتحقيق مقاربة الجوارية

بنك البركة يفتتح وكالته الجديدة في العاصمة

منطلق أنها تستقطب الموارد موازاة مع تقديم مختلف أنواع التمويلات، مع مراعاة أحكام الشريعة الإسلامية كما هو معمول به في جميع فروع ومنتجات البنك على المستوى الوطني، فضلا عن تقديم الوكالة للخدمات الرقمية على غرار تطبيقات "إي بانكينغ" أو "موبايل بانكينغ"، التي تسمح بإجراء المعاملات المالية دون الحاجة إلى التنقل، مشيرا إلى أن هذا الفرع يملك أيضا الاعتماد للقيام بالمعاملات التجارية الخارجية.

سعيد بشار

يكن اعتباريا، بل نظرا إلى الرمزية الكبيرة التي يتميز بها هذا اليوم، مشيرا إلى أن الوكالة الجديدة ستقدم خدماتها للزبائن باختلاف أنواعهم، سواء أعلق الأمر بالمؤسسات الكبرى، المتوسطة أو الصغيرة، بالإضافة إلى شريحة الحرفيين والمهنيين، وكذا الزبائن الخواص، وأضاف بأن البنك يهدف ضمن نفس التوجه إلى فتح 3 وكالات جديدة قبل نهاية السنة الجارية.

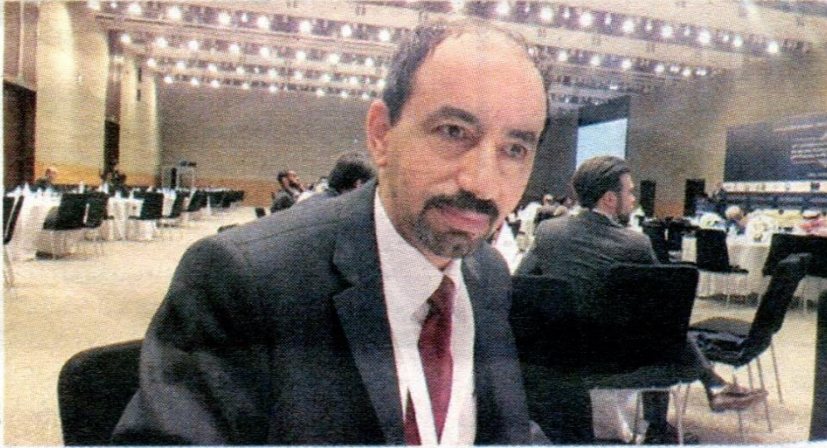
وذكر المتحدث، في المقابل، أن نشاطات الوكالة الجديدة شاملة، من

● افتتح بنك البركة وكالته الجديدة على مستوى بلدية حيدرة في الجزائر العاصمة، في خطوة لتجسيد الأهداف ذات العلاقة بتحقيق مبدأ الجوارية والتقرب من الزبائن، من منطلق أن البنك يسعى لتوسيع شبكته من خلال فتح فروع جديدة لها في مختلف مناطق الوطن، خاصة تلك التي تعرف كثافة سكانية واقتصادية كبيرة.

بهذا الخصوص، قال رئيس قسم قطاع التجزئة والمكلف بالإعلام ببنك البركة سعيد كريم، في تصريح لـ"الخبر"، إن اختيار تاريخ 20 أوت لم

سجل 9.1% نهاية جوان الجزائر في المرتبة 33 إفريقيا في معدل التضخم

● سليمان ناصر: أسباب خارجية ومحلية ترفع نسبة التضخم



سليمان ناصر

● سجل معدل التضخم في الجزائر 9.1% في نهاية شهر جوان الماضي، المؤشر الذي يفرض على الاقتصاد الوطني تكثيف جهود رفع وتيرة العمل للتقليص من آثار هذا المعدل على الأنشطة الاقتصادية وحركية الاستثمار، وكذا المعاملات التجارية المختلفة. تسجل الجزائر معدل تضخم يقدر بـ 9.1% ذكره الموقع المتخصص "ترايدين إيكونوميك" ضمن دراسة أخيرة مست كل دول العالم، وهو المؤشر الذي جعل الجزائر تحتل المرتبة 33 على مستوى القارة الإفريقية، فيما أشارت الدراسة إلى أن هذا المعدل يجعل الاقتصاد الجزائري في خانة البلدان ذات نسبة التضخم المتوسطة، من منطلق أن العديد من البلدان عبر العالم شهدت ارتفاعا كبيرا في معدلات التضخم خلال الفترة الأخيرة. وفي هذا الشأن، أرجع الخبير في المالية والاقتصاد الدكتور سليمان ناصر تسجيل هذا المعدل من التضخم إلى عاملين أساسيين، أحدهما تضخم مستورد والآخر محلي، موضعا في حديثه عن الأول وجود موجة تضخم عالمية في الفترة الأخيرة، انعكست على المؤشرات المحلية، إذ إن الجزائر تستعين في تلبية احتياجاتها باستيراد المنتجات الموجهة للاستهلاك مباشرة أو المستعملة كمادة أولية ومدخلات ضمن سلسلة إنتاج بعض المواد، والتي

تطرق الخبير إلى "إشكالية" الأرقام والمؤشرات الاقتصادية في الجزائر، سواء أعلق الأمر بمعدل التضخم، النمو، البطالة وغيرها من الإحصائيات والمعطيات، تصل حد التضارب في الأرقام بين مختلف الهيئات الرسمية المشرفة على إصدارها، في وقت يعيش العالم حاليا عصر المعلومة وتداولها، قائلا إن الجزائر لا يمكنها البقاء في معزل عنه، وداعيا إلى أهمية أخذ هذه النقطة بعين الاعتبار، لا سيما أن المؤشرات الاقتصادية "الكلية" منها على وجه التحديد تقوم على أساسها قرارات الشركات والمتعاملين للاستثمار وإطلاق المشاريع وغيرها.

تؤثر بشكل مباشر على الأسعار النهائية المسوقة محليا. وخلال شرحه المتعلق بالتضخم المحلي، أشار سليمان ناصر، في تصريحه لـ "الخبر"، إلى مخلفات التمويل غير التقليدي وعمليات طباعة النقود، وذهب إلى الاعتقاد بأن آثارها متواصلة، معللا ذلك بأنه من الصعب على الدورة الاقتصادية امتصاص الكميات الهائلة من النقود التي بلغت ما يعادل 56 مليار دولار إلا بمرور عدة سنوات، يضاف إليها السبب المتعلق بارتفاع المديونية الداخلية، داعيا إلى أهمية أخذها بعين الاعتبار، على غرار ما يتم بالنسبة للمديونية الخارجية. من ناحية المقابلة،



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

⚡ Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger